



ÉTATS-UNIS
Wal-Mart se défend contre un gigantesque recours collectif
Page B 3



CULTURE
Le Musée Soumaya du milliardaire Carlos Slim ouvre ses portes à Mexico
Page B 10

ÉCONOMIE

Pétrole et gaz

Le Québec doit reprendre le contrôle de ses ressources

Un ancien administrateur de la SOQUIP pose un regard critique sur la stratégie québécoise

ALEXANDRE SHIELDS

Le récent budget Bachand ne garantit en rien que les Québécois toucheront leur juste part des bénéfices économiques générés par les ressources gazières du Québec. En fait, le gouvernement devrait plutôt s'engager dans une «stratégie de reprise du contrôle» du développement de cette filière en acquérant des participations importantes dans les permis d'exploration et en rebâtissant son expertise dans le secteur de l'exploitation.

Celui qui propose un tel changement de cap dans l'action gouvernementale connaît bien le secteur énergétique pour y avoir travaillé pendant des années. Il s'agit de Renaud Lapierre, ancien sous-ministre de l'Énergie du Québec et ancien membre du conseil d'administration de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), société d'État aujourd'hui disparue qui avait le mandat d'étudier le potentiel pétrolier et gazier.

VOIR PAGE B 4: RESSOURCES

PRODUCTIVITÉ

L'écart se creuse entre le Canada et les États-Unis

La dernière récession a été plus courte et a fait moins de dommages que les précédentes, selon la Banque du Canada

ÉRIC DESROSIERS

Les entreprises canadiennes ont encore beaucoup de chemin à faire pour rattraper leur retard en matière d'investissements dans la productivité, met en garde la Banque du Canada. Loin de se réduire, l'écart qui les sépare déjà de leurs concurrentes américaines à ce chapitre s'est même encore creusé depuis la crise.

«La lenteur du redressement de l'investissement [depuis le début de la reprise] est particulièrement surprenante étant donné les conditions financières plutôt favorables: les taux d'intérêt restent bas et le taux de change élevé facilite l'importation de machines et de matériel», a fait observer hier le sous-gouverneur de la banque centrale canadienne, Jean Boivin, lors d'une allocution devant les membres de l'Association CFA Montréal qui a eu lieu dans un hôtel du centre-ville.

Certains rétorqueront que l'on assiste à une remontée de l'investissement depuis le milieu de 2009 et qu'il est normal que les entreprises canadiennes restent encore prudentes en la matière compte tenu du degré d'incertitude des perspectives économiques mondiales. Le même climat d'incertitude et une récession bien plus grave encore n'ont toutefois pas empêché les entreprises américaines de regagner presque tout le terrain perdu depuis le début de la crise en la matière, a fait remarquer M. Boivin, alors que les investissements en machines et matériel de leurs concurrentes canadiennes sont encore plus de 10% inférieurs à ce qu'ils étaient à la fin de 2007.

Et si au moins le Canada et les États-Unis étaient partis du même point. En fait, entre 1987 et 2009, les investissements du Canada, par travailleur, dans les machines et dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) équivalaient, respectivement, à 77% et 59% de ceux consentis aux États-Unis. Or, «avec la mondialisation grandissante des marchés et les défis démographiques qui nous attendent, le maintien de notre niveau de vie passe par l'amélioration de notre productivité», a martelé le sous-gouverneur.

VOIR PAGE B 4: ÉCART

■ La Banque Royale plaide pour un investissement dans l'innovation. À lire en page B 4.

Lutte contre la corruption: l'OCDE déplore la mollesse du Canada

Une seule entreprise a été poursuivie et condamnée depuis 1997

ÉRIC DESROSIERS

Le Canada doit, «de toute urgence», renforcer sa lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers, estime l'OCDE.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) déplore notamment le caractère trop restrictif des lois canadiennes en la matière, le manque de ressources accordées aux procureurs chargés des poursuites et la sentence-bonbon imposée à la seule entreprise à avoir été poursuivie et sanctionnée depuis la promulgation de la loi en 1999.

Ces conclusions sont tirées du troisième rapport d'étape du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dévoilé hier et visant à faire le point sur le degré d'avancement du Canada dans sa mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Signé en 1997, le traité rassemble actuellement les 34 pays membres de l'OCDE, plus l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil et la Bulgarie. Il prévoit qu'une personne, ou une entreprise, coupable de corruption de fonctionnaires à l'étranger puisse être poursuivie et condamnée dans son propre pays.

Liste de reproches

L'équipe d'experts internationaux et de représentant de l'OCDE qui se sont penchés sur le cas du Canada s'explique mal qu'une seule entrepri-

se y ait été poursuivie et sanctionnée en plus d'une décennie jusqu'à présent quand on sait à quel point les activités d'exploration et d'exploitation minières sont particulièrement exposées aux risques de corruption et que les trois quarts des compagnies minières du monde ont leur siège social au Canada. Cette seule et unique compagnie prise en faute est le Groupe Hydro Kleen, une entreprise albertaine liée au secteur de

L'OCDE constate aussi que le Service des poursuites pénales n'a pas les ressources nécessaires pour entreprendre des procédures contre des entreprises fautives

l'énergie. Accusée en 2003 d'avoir offert un pot-de-vin de 30 000 \$ à un agent des douanes américaines, elle s'en était finalement tirée avec une amende de 25 000 \$.

On est loin des sanctions «efficaces, proportionnées et dissuasives» que les signataires de la Convention avaient convenu d'imposer en cas d'infraction, déplore le rapport. La loi canadienne dit pourtant qu'on peut, selon le cas, aller jusqu'à cinq ans de prison et ne fixe aucune limite à l'amende.

L'OCDE promet de suivre avec attention les suites qui seront données à une autre poursuite intentée l'année dernière contre un ancien employé

d'une entreprise de matériels de sécurité d'Ottawa (Cryptometrics) accusé de corruption en Inde, ainsi qu'à une vingtaine d'enquêtes en cours. On craint toutefois déjà que les poursuites qui découleront de ces enquêtes soient «compromises» «si le Service des poursuites pénales du Canada ne se voit pas attribuer urgemment les ressources dont il a besoin pour entreprendre des procédures».

On accuse aussi le Canada d'essayer, l'air de rien, de réécrire la Convention en disant qu'elle se limite au cas de corruption visant à réaliser un profit, ou encore que les processus d'enquête et de poursuite ne doivent pas être influencés par «des considérations d'intérêt économique national incorrectes». En réalité, la Convention ne dit nulle part que ces considérations puissent être «correctes», rappellent les auteurs du rapport.

Quelques félicitations

Ces derniers n'ont toutefois pas que des reproches à faire au Canada. Ils saluent le travail abattu par les deux équipes de lutte contre la corruption internationale de la GRC mises sur pied à Toronto et Calgary en 2008 auxquelles ils attribuent la vingtaine d'enquêtes en cours. Ils louent aussi «les efforts considérables de sensibilisation du public» de la police.

VOIR PAGE B 4: CORRUPTION



La presse économique essuie une sévère critique d'un observateur critique, le professeur de journalisme Steve Schifferes, qui note certains de leurs manquements avant et durant la dernière crise.

Retour sur la crise

C'est (aussi) la faute des médias

La presse économique a fait preuve d'un aveuglement, involontaire peut-être, mais pas moins condamnable aux yeux du critique Steve Schifferes

MARC ROCHE

Dans le fond, ce serait un joli sujet de philosophie à proposer au bac. Commentez ce témoignage à charge de Steve Schifferes: «L'incapacité de prévoir la crise et le manque d'outils permettant de l'analyser ont alimenté le cynisme du public à propos de la fibre morale et de l'incompétence des principaux acteurs du drame.» Le métier de chroniqueur financier ne sort pas indemne du réquisitoire du professeur de journalisme à la City University de Londres. Sa formule s'impose: *mea culpa, mea maxima culpa.*

Alors que les enquêtes, livres, films et rapports sur la cause de la tourmente financière de 2008-2009 foisonnent, le rôle des médias dans ce drame est passé quasiment inaperçu dans la lame de fond des nouvelles économiques mondiales. Pourtant, à écouter cet ancien producteur de la BBC, il y a de quoi dire.

Tout d'abord, explique le fieffé inquisiteur, l'extrême spécialisation des journalistes financiers les a empêchés de jauger les dysfonctionnements de la haute finance. Les rapports entre les marchés et le boom de l'immobilier ont été sous-estimés. Le lien entre l'explosion des produits financiers hypercomplexes et la spéculation a été mal évalué. Il en est de même de la prise de risque encouragée par l'appât de bonus mirobolants, moteur du naufrage collectif.

Par ailleurs, l'immoralité de l'accueil réservé aux pétrodollars ou du statut fiscal privilégié offert aux grosses fortunes a échappé aux éditorialistes. Au contraire, ils n'ont cessé d'applaudir l'afflux des capitaux étrangers dans les coffres de Wall Street comme de la City ou le soutien des rabatteurs de fonds des grandes places financières que sont les paradis fiscaux. Et Steve Schifferes de pointer l'adhésion aveugle et inconditionnelle des professionnels de l'information aux lois du marché. Les stars de l'argent ont été

placées sur un piédestal, dans le genre magazine de l'actualité heureuse.

L'expert londonien critique également la difficulté des journalistes à comprendre les arcanes des armes de destruction financière massive aux sigles de tête de mort, appelées SPV, CDO ou CDS. C'est qu'à l'instar de la nation la presse croyait dur comme fer en l'efficacité des marchés. Et pour cause, c'était la clé de voûte du système de retraite par capitalisation, de l'actionariat populaire ou du rêve d'accession à la propriété.

Le consensus n'a jamais été violé. C'est pourquoi les rares mises en garde contre la folie ambiante n'ont eu aucune suite. Les quelques cris d'alarme des Cassandre, en particulier provenant des contrôleurs de risques, écartés, ont été ignorés. Notre consœur Gillian Tett, du Financial Times, mérite toute notre gratitude pour sa tentative avortée de casser cette belle harmonie.

VOIR PAGE B 4: MÉDIAS

LE MARCHÉ BOURSIER

Table of stock market data for various companies, including columns for TITRES, VOLUME, HAUT, BAS, FERM. VAR. and company names like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table of stock market data for various companies, including columns for TITRES, VOLUME, HAUT, BAS, FERM. VAR. and company names like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

Table of stock market data for various companies, including columns for TITRES, VOLUME, HAUT, BAS, FERM. VAR. and company names like Alcan, Alcan, Alcan, etc.

TORONTO LES COTES NEW YORK 13 892,73 -146,66 12 197,88 -22,71 DOLLAR OR 1 \$ canadien +0,54 à New York 102,40 €us 1419,80 \$us LES DEVOISES Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens COUP D'ŒIL Indice Composé du TSX (X-SPTT TSE) 28 Mar 13892,73 A Mai Jun Jul Aoû Sep Oct Nov Déc Jan Fév Mar 13892,73 La Bourse de Toronto S&P TSX Composite 177978 13892,73 -146,66 -1,0 S&P TX20 Smallcap 62130 770,57 -4,90 -0,6 S&P TX40 MidCap 101684 948,55 -8,02 -0,8 S&P TX60 76293 797,03 -9,01 -1,1 S&P TX60 Capped 76293 881,35 -9,97 -1,1 Cdn Consumer Discretionary 11469 96,63 -0,84 -0,9 Cdn Consumer Staples 2622 198,94 -0,51 -0,3 Cdn Div Metals & Mining 15260 1399,19 -26,29 -1,8 Cdn Energy 37067 352,57 -4,76 -1,3 Cdn Financials 16308 196,89 -1,01 -0,5 Cdn Gold 40693 390,03 -7,26 -1,8 Cdn Health Care 601 58,06 -0,63 -1,1 Cdn IT 4969 33,46 -0,36 -1,1 Cdn Industrials 8610 115,24 -0,50 -0,4 Cdn Materials 57345 430,96 -7,83 -1,8 Cdn Real estate 3986 205,50 +0,61 0,3 Cdn Telecom Services 3013 91,63 -0,17 -0,2 Cdn Utilities 1785 218,67 -1,19 -0,5 Canadian Venture S&P TSX Venture 125092 2281,63 -32,40 -1,4 Le Marché Américain 30 Industrielles 123069 12197,88 -22,71 -0,2 20 Transports 13872 5229,08 +21,51 0,4 15 Services publics 12707 406,07 -2,00 -0,5 65 Dow Jones Composé 149649 4177,16 -2,23 -0,1 Composite NYSE + 8296,52 -25,26 -0,3 Index AMEX + 1900,08 - RESEARCH IN 3874 56,65 54,59 54,64 -1,14 -2,0 Les plus actifs du Toronto Compagnies Volume (000) Haut (\$) Bas (\$) Ferm. (\$) Var. (\$) (%) URANUM AEROSPACE INC 20766 4,25 3,89 3,90 -0,45 -10,3 VECTOR AEROSPACE 8206 12,82 12,83 12,83 +1,48 13,0 ISHARES S&P TSX 7795 20,18 19,95 19,99 -0,24 -1,2 YELLOW MEDIA INC 6880 5,64 5,48 5,59 +0,09 1,6 HB NYMEX NG BULL 5369 6,47 6,09 6,11 -0,24 -3,8 MAGINDUSTRIES 5019 0,17 0,16 0,16 +0,01 6,7 KINGSFOLD GOLD 4214 15,64 15,17 15,21 -0,55 -3,5 EASTERN PLATINUM 4122 1,40 1,36 1,36 -0,03 -2,2 MANULIFE FIN 3925 17,19 16,73 16,75 -0,36 -2,1 RESEARCH IN 3874 56,65 54,59 54,64 -1,14 -2,0 Les plus actifs du Canadian Venture Compagnies Volume (000) Haut (\$) Bas (\$) Ferm. (\$) Var. (\$) (%) ALANGE ENERGY 6377 0,32 0,29 0,32 +0,02 6,7 MED BIOGENE INC 5965 0,12 0,08 0,09 +0,00 6,3 INTERTAINMENT 4546 0,54 0,47 0,49 +0,03 6,5 GREAT WESTERN 3776 0,90 0,82 0,84 -0,05 -5,6 SPHERE RES H 3436 0,12 0,09 0,11 +0,03 37,5 TRANSEURO ENERGY 3393 0,31 0,27 0,28 -0,03 -9,8 BSN TECHNO 3235 0,04 0,04 0,04 -0,00 -11,5 ZONE RESOURCES 3164 0,24 0,19 0,22 +0,04 11,6 ALLANA POTASH 3071 1,88 1,72 1,73 -0,08 -4,4 ETHIOPIAN POTASH 2901 1,04 0,92 0,98 -0,05 5,4 Dans le Feu de l'Action L'émission boursière Première Web télé en direct en semaine à 11h30 100% gratuit seulement sur www.decisionplus.com en reprise 24/7 INDICES QUÉBEC 28 mars 2011 Fermeture Variation journalière Variation journalière (%) Variation depuis le 1er janvier IQ-30 1398,03 -3,45 -0,25% 5,12% IQ-120 1485,47 -4,11 -0,28% 5,43%

ÉCONOMIE



Si le recours collectif peut aller de l'avant, les conséquences financières pourraient être très importantes pour Wal-Mart.

DISCRIMINATION

Wal-Mart se défend contre un gigantesque recours collectif

La Cour suprême des États-Unis se prononcera sur la validité de la cause qui pourrait impliquer 1,6 million de femmes

MARK SHERMAN

Washington — La Cour suprême des États-Unis se penchera à partir d'aujourd'hui sur la validité d'une plainte en nom collectif susceptible d'inclure des centaines de milliers d'employées du groupe pour discrimination sexuelle. À la clé, le possible versement de milliards de dollars de dommages et intérêts.

La Cour suprême doit décider si un procès peut avoir lieu sous la forme d'un recours collectif susceptible de réunir 500 000 à 1,6 million de femmes, selon diverses estimations. À l'origine de l'affaire, une plainte déposée en 2001 qui fait depuis l'objet d'un bras de fer entre les plaignantes et Wal-Mart.

Christine Kwapnoski, qui a été employée par deux magasins du géant du détail au Missouri et en Californie, affirme avoir été victime de discrimination. Selon elle, les hommes gagnent plus d'argent que les femmes chez Wal-Mart, et les patrons ne demandent pas aux hommes, comme elle se l'est déjà fait dire, de se «faire belle» ou de rafraîchir leur maquillage.

Selon Brad Seligman, l'avocat qui a initié la poursuite il y a dix ans, le salaire annuel moyen des employées de Wal-Mart se situait à 13 000 \$, soit 1100 \$ de moins que leurs collègues masculins, lorsque les procédures ont été entamées.

La multinationale a contesté la poursuite à chaque occasion, a affirmé le procureur, parce qu'il s'agit selon lui «de la plus grande menace judiciaire» de l'histoire de Wal-Mart. L'entreprise a fait valoir qu'elle employait trop de femmes dans trop de postes différents à travers ses 3400 magasins américains pour qu'elles puissent se représenter collectivement devant un juge.

Un juge et une cour d'appel de San Francisco ont déjà affirmé que le recours collectif pouvait aller de l'avant.

Au moment du dépôt de la plainte, l'écart salarial moyen entre un homme et une femme était de 1100 \$.

En faveur de l'homme, bien sur!

Mais l'affaire va bien au-delà du cas Wal-Mart, comme en témoignent les dossiers déposés par des entreprises en soutien au numéro un mondial de la grande distribution, et par des associations de défense des droits civiques et des consommateurs ainsi que des syndicats en faveur des plaignantes.

Les recours collectifs ont beaucoup plus de poids que les initiatives individuelles. Elles tendent à pousser les entreprises au règlement à l'amiable pour s'éviter une procédure judiciaire suscep-

tible de lui coûter très cher.

Professeur de droit de l'Université de Columbia, John Coffee estime que de la décision de la Cour suprême dans l'affaire Wal-Mart dépendra l'avenir des actions en nom collectif pour discrimination au travail intentées en vertu de l'Article VII de la loi sur les droits civiques de 1964. «Les poursuites engagées par des particuliers en vertu de l'Article VII sont trop coûteuses», souligne-t-il.

Si la procédure était bloquée par les juges, il pourrait s'agir de la fin des recours collectifs dans le domaine du travail, a affirmé M. Coffee.

Wal-Mart dit interdire la discrimination et précise que la plupart des décisions de management se prennent au niveau local ou régional et pas au siège du groupe, situé à Bentonville, en Arkansas. Theodore Boutros, un avocat de la société, assure qu'il n'existe pas de preuve que les femmes ne sont pas bien traitées chez Wal-Mart. «Les preuves montrent le contraire», dit-il.

Pour le géant de la grande distribution, si des discriminations étaient démontrées, ce ne pourrait être que des cas isolés. «Les gens peuvent commettre des erreurs», déclare Gisel Ruiz, vice-présidente exécutive des

ressources humaines.

Chez Wal-Mart depuis près de 25 ans, Mme Kwapnoski a plutôt bien réussi, gagnant plus de 60 000 \$US par an. Mais elle dit s'être heurtée à des obstacles durant sa carrière, évoquant des salaires supérieurs et des promotions plus rapides pour les hommes. Elle a noté des changements depuis que la plainte a été déposée en 2001. Wal-Mart annonce désormais tous les postes à pouvoir par message électronique.

La plainte, citant des chiffres aujourd'hui périmés, affirme que les femmes sont largement sous-représentées aux postes de gérants de magasin. Wal-Mart répond que les femmes représentaient deux tiers de son personnel et de l'ensemble des gérants en 2001.

Mme Kwapnoski raconte qu'elle et beaucoup d'autres femmes ont été promues juste après le dépôt de la plainte. Elle est aujourd'hui directrice adjointe du département épicerie de son magasin. Mais elle affirme que la discrimination sexuelle a repris.

Mme Kwapnoski espère que ce long combat judiciaire obligera Wal-Mart à reconnaître que ses employées ne sont pas autant valorisées que leurs collègues masculins, et à «s'assurer que des hommes et des femmes compétents sont promus, pas simplement des hommes».

Associated Press

La CSST réalise un surplus de 892 millions

Pas de baisse des cotisations en vue

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a réalisé un surplus de 892 millions en 2010 et continue de se relever du choc financier subi en 2008, mais il est encore beaucoup trop tôt pour parler d'une éventuelle baisse des cotisations.

En annonçant ses résultats financiers pour l'année 2010, hier, l'organisme a signalé qu'il s'agit d'une deuxième année consécutive où il enregistre un surplus, de sorte que son taux de capitalisation atteint maintenant 81,4 %, comparativement à 73,6 % l'an dernier.

Cette performance est en grande partie attribuable au rendement des fonds confiés par la CSST à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ceux-ci ont généré des revenus de 1,2 milliard, soit un rendement de 14,3 %, pour atteindre 9,6 milliards au 31 décembre 2010.

«Nous visons, pour maintenir notre régime en équilibre, un rendement sur nos fonds d'environ 4 %, a expliqué le président du conseil d'administration et directeur général de la CSST, Luc Meunier. Quand la Caisse fait du 14 % comme cette année, nous dégagons également un surplus à l'égard de nos placements. C'est ce surplus, additionné au surplus des opérations, qui nous a permis d'annoncer un surplus total de 892 millions.»

Le surplus d'opération, pour 2010, a atteint 272 millions, performance que la CSST attribue à une réduction du nombre d'accidents de travail, et de travailleurs accidentés qui demeurent incapables d'exercer leur emploi.

Dans la même foulée, la Commission note une baisse des prestations versées à l'ensemble des accidentés du travail. Bien que modeste, à 0,5 %, cette baisse est la première de-

puis 1997. Selon la CSST, elle résulte notamment de la baisse constante du nombre d'accidents de travail depuis 10 ans.

La tendance permet donc d'envisager l'avenir avec optimisme, selon M. Meunier: «En 2007, nous étions pleinement capitalisés; arrive la crise financière où nous avons encaissé [en 2008] des pertes sur placements de près de 3 milliards. Donc, nous étions tombés, d'une capitalisation de nos obligations futures à couvrir, de 100 % à 69,9 %. En 2009, nous avons enregistré un surplus de placements et un surplus d'opération qui nous ont mené à près de 74 % de capitalisation et cette année nous atteignons 81,4 % de capitalisation.»

Baisse éventuelle des cotisations?

Bien que la CSST ne soit pas encore revenue à 100 % de capitalisation, un objectif duquel l'organisme n'entend pas s'écarter, Luc Meunier assure qu'il n'a aucune intention d'y arriver en prenant le raccourci facile de l'augmentation des cotisations.

«C'est sûr que l'on pourrait toujours augmenter le taux et ne plus faire de déficit, admet-il, mais ce qui est intéressant c'est que nous avons un taux de cotisation les plus faibles à travers l'histoire de la CSST, avec un taux de capitalisation très satisfaisant à 81 %, même si l'on vise 100 % à terme.»

Et une fois ce 100 % atteint, ce sera le moment de poser la question inverse.

«Des bons résultats amènent à long terme une pression à la baisse sur le taux de cotisation, indique M. Meunier. Mais cette pression va se matérialiser davantage une fois atteinte la pleine capitalisation.»

La Presse canadienne

EN BREF

Bombardier vend quatre avions amphibies

Bombardier a vendu quatre avions amphibies de lutte contre les incendies pour environ 162 millions \$US. L'identité de l'acheteur n'a pas été rendue publique. Les livraisons devraient s'échelonner entre le deuxième trimestre de 2011 et le premier trimestre de 2013. Le contrat comprend aussi la livraison et l'approvisionnement initial en pièces de rechange. Le Bombardier 415 a été mis en marché en 1994. Depuis ce temps, près de 80 appareils de ce type ont été vendus à des gouvernements et à des organismes de lutte contre les incendies au Canada, en France, en Grèce et en Italie, notamment. Le Bombardier 415 peut effectuer jusqu'à neuf largages à l'heure.

— La Presse canadienne

Nominations à la CIBC

Toronto — La Banque CIBC annonce des changements à sa haute direction. Richard Nesbitt, David Williamson, Kevin Glass et Victor Dodig obtiennent de nouvelles responsabilités, tandis que Sonia Baxendale quitte l'institution après une vingtaine d'années.

Mme Baxendale était première vice-présidente à la direction et présidente, Marchés de détail. Depuis 1992, elle a occupé plusieurs postes de direction au sein de la plupart des divisions de la banque. Elle était considérée comme l'une des femmes les plus influentes du milieu de la finance au Canada. Les raisons de son départ n'ont pas été dévoilées. Dans un communiqué, la CIBC a plutôt insisté sur les promotions offertes à d'autres cadres.

— La Presse canadienne

Camps d'été 2011

MWS DEPUIS 1983 CAMPS D'IMMERSION EN ANGLAIS



Pour étudiants de 7 à 17 ans
Centre-ville de Montréal et Toronto
Camp de jour et résidence
www.mwscamps.com

Pour information:
à Toronto: (416) 921-6998
à Montréal: (514) 531-4193
office@mwscamps.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Isabelle Sanchez au 514 985-3454 ou à isanchez@ledevoir.com

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

DÉJEUNERS-CAUSERIES DESJARDINS
LES VOIX D'AFFAIRES



SOPHIE BROCHU

PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION
GAZ MÉTRO

CHOISIR NOTRE TRAJECTOIRE ÉNERGÉTIQUE

MARDI 12 AVRIL 2011
de midi à 14 h

INSCRIPTION :
www.cmm.qc.ca/sophie-brochu
514 871-4001

Présenté par : Bell

En collaboration avec :

les affaires

BOMBARDIER

CN

gowlings

Hydro Québec

SITQ

SNC-LAVALIN

ÉCONOMIE

ÉCART
Le Canada
était mieux
armé que
d'autres pays

SUIITE DE LA PAGE B 1

L'amélioration de la productivité canadienne compte parmi les trois enjeux qui préoccupent particulièrement la Banque du Canada en cette période où l'on peut commencer à dresser le bilan de la dernière crise économique qui a frappé le monde. Un autre enjeu est l'érosion soutenue de la compétitivité des entreprises canadiennes au cours de la dernière décennie. Il est intimement lié à leurs «pièges» gains de productivité, mais aussi à l'appréciation marquée du dollar canadien que l'on sait. Le troisième enjeu est l'endettement des ménages, dont la Banque du Canada a souvent parlé. Des signes d'amélioration ont été observés récemment, mais il ne s'agit pas de fléchir.

Crise? Quelle crise?

Lorsque l'on jette un regard sur cette fameuse «Grande Récession», on constate qu'en fin de compte, elle a été plus courte et qu'elle a causé moins de pertes d'emplois que les précédentes, a commencé par noter Jean Boivin. Elle n'en a pas moins été d'une rare violence, a-t-il tout de suite précisé, avec, en l'espace de trois trimestres seulement, un recul du produit intérieur brut (PIB) de 3,3 %, une chute spectaculaire des exportations de 16 % et un effondrement de l'investissement «jamais vu» de 22 %. Et si le PIB a désormais retrouvé son sommet d'avant la crise, l'investissement total des entreprises et leurs exportations n'ont toujours regagné, respectivement, que 45 % et 67 % du terrain perdu durant la récession.

Si le Canada s'est, malgré tout, généralement mieux tiré d'affaire que plusieurs autres pays durant cette crise, c'est parce qu'elle y est entrée bien armée, a rappelé Jean Boivin. Relativement peu endettés, les ménages et les gouvernements ont pu prendre la relève, par l'entremise, notamment, du filet social. Bien encadrées, les banques ont su résister à la tempête financière. De plus, le pays a pu compter sur une forte demande extérieure pour ses matières premières.

«Au Canada, nous avons donc eu la chance d'avoir la marge de manœuvre nécessaire pour absorber efficacement les contrechocs de cette crise financière mondiale», a déclaré le banquier central. Il est primordial de préserver cette marge de manœuvre étant donné les risques élevés à l'échelle du globe et les enjeux structurels liés à l'économie canadienne qui perdurent au-delà de la récession», a-t-il enchaîné se référant à ses trois enjeux de l'endettement des ménages, de la compétitivité et de la productivité au Canada.

Le Devoir

RBC plaide pour un plus grand effort en innovation

ROSS MAROWITS

La prochaine décennie pourrait être celle du Canada en matière de croissance économique si les entreprises investissent davantage afin d'améliorer leur productivité, affirme le dirigeant de la Banque Royale, Gordon Nixon.

M. Gordon estime que le Canada a un potentiel suffisant pour dominer le monde développé tant au chapitre de la croissance économique qu'à celui du leadership social.

«Notre économie a été résistante, le marché immobilier est en hausse, les excédents fédéraux du passé ont apporté une certaine flexibilité, le système bancaire est stable et les taux d'imposition des sociétés sont peu élevés», a-t-il déclaré.

Des lacunes à corriger pour réussir

Toutefois, les promesses du pays ne peuvent être tenues qu'à la condition que soient corrigées plusieurs lacunes, a poursuivi M. Nixon lors d'une allocution prononcée hier au Cercle canadien de Montréal. Les déficits fédéral et provinciaux doivent être réduits, l'immigration doit augmenter et il est nécessaire de s'attaquer au problème de la faible productivité qui constitue le talon d'Achille du Canada.

En particulier, M. Nixon a mis au défi les entreprises de consacrer davantage de fonds à l'innovation. Il a fait remarquer qu'au cours des 30 dernières années, l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis avait plus que triplé.

«La productivité alimentée par l'innovation est le levier qu'il faut tirer pour augmenter la tarification économique que nous partageons et, ce faisant, améliorer notre qualité de vie et être plus concurrentiels sur le marché mondial», a-t-il déclaré.

Le dirigeant de la Banque Royale a indiqué que les gouvernements avaient aidé en modifiant les réglementations et en réduisant les taxes. Il a ce-



Le grand patron de la Banque Royale du Canada prédit un bel avenir au Canada, pour autant que les entreprises fassent des efforts pour améliorer leur productivité.

MARK BLINCH REUTERS

pendant ajouté que le moment était venu pour eux de travailler d'arrache-pied afin d'équilibrer leurs budgets.

À notre tour

«Le Canada est aujourd'hui en endroit attrayant où vivre, travailler et bâtir des entreprises à succès. Et avec une responsabilité fiscale continue, nous devrions être en mesure d'éviter les difficultés actuelles de plusieurs pays qui seront forcés d'entreprendre de pénibles restructurations afin de corriger les défaillances de leurs systèmes», a-t-il dit.

«C'est à notre tour en tant que dirigeants d'entreprises de remercier le gouvernement pour sa ré-

forme fiscale, et maintenant nous allons nous en servir pour investir et [remplir] la partie innovatrice de notre programme.»

Par ailleurs, les gouvernements canadiens, tant au niveau fédéral que provincial, doivent continuer de mettre de l'ordre dans leurs finances à la suite de la récente récession.

«Nous ne pouvons pas laisser filer l'avantage obtenu au cours de 15 années de responsabilité fiscale», a-t-il dit.

«Il est essentiel que les gouvernements des provinces et fédéral travaillent énergiquement afin de retrouver l'équilibre fiscal», a enfin affirmé M. Nixon.

La Presse canadienne

CORRUPTION

SUIITE DE LA PAGE B 1

Ils complimentent également le Canada d'avoir introduit dans le Code pénal la responsabilité des entreprises en ce qui concerne la corruption d'agents publics d'étrangers ainsi que pour «ses initiatives importantes en vue de favoriser la dénonciation des cas de corruption internationale» en insérant notamment dans le Code pénal l'infraction de menace et représailles à l'encontre d'employés qui signalent des conduites fautives.

Le Canada n'est pas le seul à

s'être fait taper sur les doigts par l'OCDE en la matière. L'Allemagne se faisait dire, la semaine dernière, qu'elle pouvait faire mieux en dépit de ses presque 70 personnes physiques et 6 entreprises poursuivies et sanctionnées. Le Royaume-Uni s'est sérieusement fait chauffer les oreilles le mois dernier pour avoir reporté une nouvelle fois l'entrée en vigueur de sa nouvelle loi sur la corruption. Les États-Unis se sont aussi fait dire, cet automne, qu'ils pouvaient faire mieux même s'ils en étaient à 71 particuliers et

88 entreprises reconnus coupables, dont l'une d'elles s'est vu imposer une pénalité de 800 millions.

Avis de convocation

Les critiques adressées hier à l'encontre du Canada sont toutefois particulièrement sévères, a souligné l'OCDE. «Étant donné l'importance des questions soulevées dans ce rapport, le Groupe de travail recommande que le Canada lui rende compte des progrès accomplis en octobre 2011.»

Le Devoir

RESSOURCES

SUIITE DE LA PAGE B 1

Dans une lettre publiée aujourd'hui en page A 9 du *Devoir*, cet ingénieur de formation rappelle ainsi que l'État, «autant libéral que péquiste, a jugé bon dans la décennie 70 de créer la SOQUIP et d'y investir plus de 100 millions pour connaître le potentiel des ressources énergétiques du sous-sol québécois».

Selon lui, il est donc «plus qu'approprié, avec le niveau avancé des connaissances qu'on a acquises sur ces structures géologiques et l'évolution des techniques d'exploration, qu'il prenne tous les moyens disponibles pour garantir aux citoyens du Québec l'accès à la très grande majorité des revenus générés par ces ressources».

M. Lapière juge en fait qu'il est «urgent» que l'État rebâtisse son expertise dans tout le secteur de l'exploitation des ressources. «Ce n'est pas en confiant des sommes d'argent à Investissement-Québec que l'on y arrivera. Voilà pourquoi je propose la création d'une «Société de développement des ressources naturelles du Québec» qui aurait pour mandat d'assurer le développement harmonieux au bénéfice des Québécois.»

Reprendre les permis

Il estime aussi que le gouvernement doit profiter de la période de «quasi-moratoire» décrétée pour la durée de l'évaluation environnementale stratégique de l'industrie du gaz de schiste pour acquérir des participations importantes dans le secteur. Pour y parvenir, il faudrait selon lui que l'État offre aux entreprises qui détiennent les permis d'exploration gazière et pétrolière de leur verser 50 % des dépenses qu'elles ont effectuées à ce jour sur lesdits permis. En échange, les sociétés offriraient à Québec «50 % des droits de propriété sur les permis sur lesquels elles ont réalisé des travaux». Dans le cas des permis où rien n'a encore été fait — ce qui est le cas de la majorité des permis —, l'État récupérerait la totalité des droits. Il se-

rait alors possible de vendre les droits aux enchères, comme cela se fait ailleurs au pays. En Colombie-Britannique, cette façon de faire a permis de verser près de 900 millions au trésor public en 2009.

«Cette opération, note M. Lapière, si elle était réalisée actuellement, coûterait environ 60 millions à l'État, du moins si l'on tient compte du chiffre de 200 millions qu'aurait dépensé les entreprises au Québec duquel il faut soustraire les crédits d'impôt auxquels ces entreprises ont déjà droit.» Une somme qu'il juge bien «modeste» compte tenu du fait qu'il s'agit de «reprendre le contrôle d'actifs collectifs».

Au chapitre des redevances, l'ancien sous-ministre de l'Énergie affirme que le ministre Bachand a tout faux lorsqu'il souligne, dans les documents budgétaires, que le Québec s'est doté d'un régime de redevances juste et concurrentiel pour le secteur du gaz de schiste. Pour évaluer les retombées réelles pour les coffres de l'État, il faudrait également savoir si le gouvernement entend réviser le régime des permis, qui leur attribue actuellement une valeur de 10 ¢ l'hectare. «Pour l'heure, tout ce que l'on peut dire, c'est que le prix des permis au Québec est ridiculement bas», laisse-t-il tomber.

Renaud Lapière suggère en outre de fixer «un prix minimum de marché au-dessus duquel les entreprises exploitantes pourraient commercialiser le gaz ou le pétrole des Québécois». Ainsi, au minimum de 9,25 \$, l'État pourrait espérer tirer des revenus annuels de 900 millions de dollars. En vertu du nouveau régime de redevances, c'est en effet à ce niveau de prix que l'État encaisse au moins 51 % des revenus nets, «ce qui devrait être un minimum obligatoire». Mais selon le scénario évoqué dans le dernier budget, Québec pourrait toucher, au mieux, un peu moins de 450 millions, si l'industrie tourne à plein régime.

Le Devoir

MÉDIAS

SUIITE DE LA PAGE B 1

Cette anthropologue de formation a révélé très tôt les risques systémiques causés par les dérivés de crédit mis au point par les D' Folamour de JPMorgan. La franc-tireuse n'a malheureusement pas été entendue.

Parallèlement à cette cécité générale, la presse financière était paradoxalement en plein essor. L'irruption dans les salles de marché des terminaux Reuters ou Bloomberg et des chaînes télévisées spécialisées comme CNBC, tout comme le boom de l'Internet et des magazines spécialisés ont étoffé l'offre médiatique. Quant à la demande d'informations financières, elle était stimulée par un modèle de croissance économique basé sur la consommation et l'immobilier.

Pourtant, l'accès à l'information s'était aussi réduit. Les professionnels des banques d'affaires, des hedge funds ou du capital-investissement s'étaient entourés d'équipes de communicants chargés d'interdire qu'on les regarde dans les yeux. Sinon, gare! Les condamnations pleuvaient, les dommages et intérêts matraquaient, les critiques étaient muselées, les contrats publicitaires étaient annulés.

C'est l'une des raisons de la silence de la presse sur les extravagances des responsables de la crise, à l'instar de l'ascenseur privé de Dick Fuld, le fossoyeur de

Lehman, ou l'ego monstrueux de Fred Goodwin, le torpilleur de la Royal Bank of Scotland.

Après avoir distribué les blâmes, Steve Schifferes se montre confiant. À l'appui de sa croyance dans notre rédemption, le missionnaire du poil à gratter cite pêle-mêle Wiki-Leaks, les blogs, le retour du journalisme d'investigation ou l'érosion du pouvoir des agences de communication. Le flot de révélations sur les coulisses peu glorieuses de l'économie de l'ombre confirme ce bon et bel état des lieux. L'accent mis par les journaux, sites d'information ou blogs sur l'analyse et le commentaire, la convergence entre le journalisme politique et financier et l'expansion de la couverture de la microéconomie sont autant de signes positifs.

Les projecteurs du G20 sont désormais braqués sur les entraves à l'éthique que représentent la spéculation contre son client ou la domiciliation par les multinationales des pôles de profit dans les paradis fiscaux pour payer le moins d'impôts. La re-réglementation est plus que jamais à l'ordre du jour.

Tout est-il dit pour autant? Devant pareil optimisme, on songe plutôt à l'avertissement d'un grand modernité du docteur Knock de Jules Romains: «Tout homme bien portant est un malade qui s'ignore.»

Le Monde

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES



Communauté métropolitaine de Montréal

APPELS D'OFFRES

Des soumissions sont demandées et devront être reçues au siège de la Communauté métropolitaine de Montréal, 1002 rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400 à Montréal.

Avant 11 heures, le mercredi 20 avril 2011 pour :

APPEL D'OFFRES PUBLIC NUMÉRO DE-2011-01 ÉLABORATION DU PLAN DIRECTEUR DE L'ATTRACTION ET DE L'ACCUEIL DE TALENTS STRATÉGIQUES DU GRAND MONTRÉAL.

Avant 11 heures, le jeudi 21 avril 2011 pour :

APPEL D'OFFRES PUBLIC NUMÉRO GÉO-2011-01 SERVICES-CONSEILS, SUPPORT TECHNIQUE ET INTÉGRATION D'APPLICATIONS WEB SOUTIEN PLATEFORME TYPO 3

Avant 11 heures, le mardi 26 avril 2011 pour :

APPEL D'OFFRES PUBLIC NUMÉRO GÉO-2011-02 IMAGERIE NUMÉRIQUE MULTISPECTRALE AÉROPORTÉE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ

Les documents concernant ces appels d'offres sont disponibles par l'intermédiaire du babillard électronique SEAO à l'adresse www.seao.ca

La Communauté ne s'engage à accepter ni la meilleure, ni aucune des soumissions reçues et n'encourt aucune responsabilité envers le ou les soumissionnaires.

Le secrétaire de la Communauté, Claude Séguin, avocat

Prenez avis que Sipa Deb dont l'adresse du domicile est le 2485 Grand Trunk, #4, Montréal, Qc., H3K 1M9 présentera au Directeur de l'État Civil une demande pour changer son nom en celui de Aysha Begum Razzak.

AVIS À TOUTS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis public

Montréal

ALIÉNATION DE BIENS

AVIS est donné, en vertu de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), que la Ville de Montréal a autorisé l'aliénation de biens au cours des mois de janvier et février 2011 :

Cession à Georgette Behnan une ruelle située au sud du boulevard Gouin Est, entre les avenues Balzac et Drapeau, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, constituée du lot 4 498 729 du cadastre du Québec, d'une superficie de 68,4 m², à titre gratuit (CE11 0071)

Vente à Cartierville R-L inc. d'un immeuble vacant situé à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue Amherst, dans l'arrondissement de Ville-Marie, constitué du lot 1 182 364, du cadastre du Québec (lot projeté 4 712 666 du même cadastre), d'une superficie de 23,4 m², pour 36 000 \$ (CG11 0019)

Vente à 9227-3846 Québec inc. d'un terrain vague situé au nord-ouest de l'intersection formée par les rues Peel et Smith, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 4 703 530 du cadastre du Québec, d'une superficie de 82,1 m², pour 106 044 \$ (CG11 0020)

Le 29 mars 2011

Le greffier de la Ville, M^{re} Yves Saindon

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledavoir.com/services-et-annonces/avis-publics www.ledavoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres Courriel : avisdev@ledavoir.com



LES ENFANTS DU MONDE

ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

EN BREF

Eurocopter offre d'acheter Vector Aerospace

Toronto — Les actions de Vector Aerospace ont grimpé de 13 % à la Bourse de Toronto, hier, après que le constructeur d'hélicoptères Eurocopter eut déposé une offre amicale de 625 millions dans le but d'acquiescer la société torontoise de l'entretien d'aéronefs. Le titre de la

compagnie a gagné 1,48 \$ et terminé la séance à 12,83 \$. Il avait établi un record de clôture, jeudi, après que la compagnie eut annoncé avoir entrepris des négociations exclusives avec le géant néerlandais du secteur aérospatial European Aeronautic Defense and Space Company (EADS). Eurocopter, une filiale d'EADS, a fait part hier de son intention de payer en espèces pour Vector, qui assure des services d'entretien et de réparation d'aéronefs. — *La Presse canadienne*

ÉCONOMIE

British Airways: vote de grève

Londres — Le personnel navigant de British Airways a voté massivement pour un nouveau mouvement de grève, dans le cadre d'un long conflit social qui avait perturbé fortement l'an dernier l'activité de la compagnie aérienne britannique, a annoncé hier le syndicat Unite. Lors d'un scrutin organisé ce mois-ci par le syndicat auprès de 10 000 employés de BA, 83 % des votants se sont exprimés en faveur de la grève, avec un taux de participation de 72 %, a détaillé Unite. Unite espère que ce vote servirait d'avertissement à la direction et la pousserait à plier, sans qu'il y ait besoin de mettre la menace de grève à exécution. Ce vote s'inscrit dans un conflit social qui a déjà donné lieu à une vingtaine de journées de grève l'an dernier au sein de BA, devenue depuis une filiale du groupe aérien IAG. — Agence France-Presse

Facebook veut recruter l'ancien porte-parole d'Obama

Washington — Facebook cherche à embaucher l'ancien porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs, rapporte le *New York Times*. Le premier réseau social du monde souhaite engager l'ex-proche collaborateur de Barack Obama pour l'aider à gérer sa communication en vue de son entrée en Bourse, prévue pour le début de l'année prochaine, a rapporté le journal. Selon le *New York Times*, les discussions n'en seraient qu'à un stade préliminaire et qu'aucune offre formelle d'embauche n'aurait encore été faite. Selon les sources citées par le quotidien new-yorkais, Robert Gibbs, qui a démissionné le mois dernier du poste qu'il a occupé pendant deux ans à la Maison-Blanche, avait l'intention de contribuer à la mise en place de la campagne de Barack Obama en vue de la présidentielle de 2012 avant de rejoindre le secteur privé. Mais Facebook souhaite que Robert Gibbs envisage cette possibilité plus rapidement, ont souligné ces sources, qui ont requis l'anonymat. — Reuters

Des minières dépossédées

Harare — Toutes les entreprises étrangères possédant des mines au Zimbabwe devront céder la majorité de leurs parts dans les six mois, selon de nouvelles réglementations publiées hier. Les nouvelles règles étendent à toutes les sociétés le champ d'application d'une «loi d'indigénisation» publiée l'an dernier, qui obligeait les compagnies minières étrangères évaluées à 500 000 dollars de vendre au moins 51 % de leur capital à des Zimbabwéens. Le nouveau seuil est maintenant fixé à un dollar. «Une part majoritaire, ou 51 % des actions, doit être détenue par des Zimbabwéens indigènes dans les entreprises minières non indigènes», selon le texte publié hier dans le journal officiel du pays. — Agence France-Presse



Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, pourrait être tenté d'augmenter les taux d'intérêt le mois prochain.

Avertissement de Trichet: il y a un risque d'inflation trop élevée

La Banque centrale européenne pourrait relever ses taux d'intérêt le mois prochain

Paris — Des politiques économiques inappropriées, en creusant les écarts de compétitivité, entraînent des taux d'inflation durablement supérieurs à l'objectif de stabilité des prix, a déclaré hier Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne.

Cette dernière pourrait relever ses taux d'intérêt début avril pour la première fois en près de trois ans, après que l'inflation dans la zone euro a atteint 2,4 % en février, dépassant le seuil de 2 % sous lequel la BCE entend la contenir.

«Des politiques économiques nationales inappropriées peuvent engendrer l'apparition d'écarts de compétitivité excessifs entre les membres de l'union monétaire», a dit Jean-Claude Trichet dans un discours prononcé à Paris.

«Les principaux symptômes de tels écarts sont en général de substantielles accumulations de divergences entre indicateurs de compétitivité en termes de prix et de coûts, et ceci entraîne notamment des taux d'inflation se maintenant durablement au des-

sus de la définition commune de la stabilité des prix dans la zone euro.»

Si des écarts entre les taux d'inflation des pays de la zone sont parfois parfaitement justifiés, quand ils sont temporaires et accompagnent un réajustement des niveaux de développement économique, «dans le moyen-long terme un taux d'inflation légèrement inférieur à 2 % doit être la référence au niveau national également», a dit Jean-Claude Trichet.

«Les coûts unitaires de main-d'œuvre et, par conséquent, les évolutions des rémunérations compte tenu des progrès de la productivité du travail [...] doivent permettre la réalisation de cette inflation moyenne, à moyen terme, sauf à prendre le risque d'une perte de compétitivité et donc d'une augmentation relative du chômage par rapport à l'ensemble de la zone euro», a-t-il ajouté.

Selon le président de la BCE, de nombreuses données suggèrent que l'effet de rattrapage lié aux différences de développement entre les pays

de la zone a été surévalué pour expliquer les écarts d'inflation.

«Dans certains cas, ces différences n'ont pas découlé d'effets de rattrapage, mais ont tenu largement à des politiques macroéconomiques inappropriées et à des phases d'expansion excessive de la demande intérieure financées par l'endettement», a-t-il dit.

Comme Jean-Claude Trichet, plusieurs dirigeants de la BCE ont laissé entendre ces dernières semaines que l'institut d'émission pourrait durcir sa politique monétaire dès sa prochaine réunion, le 7 avril, pour éviter des «effets de second tour» de la poussée inflationniste des derniers mois, c'est-à-dire entre autres des répercussions sur les salaires.

Le mois dernier, Jean-Claude Trichet avait déclaré qu'augmenter les salaires en réaction à la poussée inflationniste actuelle serait «la dernière des bêtises à faire».

Reuters

Une autre façon de faire les choses

Faites-le vous-même ou fais-le pour moi?

Les grandes quincailleries se cassent les dents sur le marché chinois

ALLISON JACKSON

Pékin — Obligées de fermer des dizaines de magasins, les enseignes internationales du bricolage ont appris ces dernières années à leurs dépens que les Chinois préfèrent souvent faire appel à des professionnels, encore bon marché, pour aménager ou décorer leur appartement.

Dans un magasin de la chaîne britannique B&Q à Pékin, le public ne se bouscule pas devant les scies circulaires ou les meubles de jardin.

«Le «do-it-yourself» [littéralement: «à faire soi-même», ou bricolage] n'est pas un concept populaire en Chine, déclare à l'AFP Shaun Rein, le directeur du China Market Research Group.

«Si vous faites [les travaux] vous-même, vous avez l'image d'un paysan et non celle de l'homme viril que les chaînes de bricolage mettent en avant aux États-Unis», selon cet analyste.

En dépit du boom de l'immobilier et d'un marché de l'aménagement intérieur qui pèse 100 milliards de dollars et croît de 15 % par an, les enseignes de bricolage ont été obligées de réduire leur voilure ou même de quitter la Chine.

En 2009, B&Q a fermé 22 de ses 63 magasins dans le pays, tandis que l'américain Home Depot a mis la clé sous la porte d'environ la moitié de ceux qu'il a ouverts depuis son entrée sur ce marché en 2006, où il ne compte plus désormais que sept grandes surfaces.

La dernière victime du manque de goût des Chinois pour le bricolage est l'enseigne

Les entreprises occidentales ont cru à tort qu'elles pouvaient dupliquer leur modèle en Chine où très peu de gens savent manier la scie sauteuse

La Maison du groupe français Saint-Gobain, qui a annoncé en mars la fermeture de tous ses magasins de matériaux de construction.

Selon les analystes, les dirigeants des groupes occidentaux ont cru à tort pouvoir dupliquer leur modèle en Chine, où très peu de gens savent manier une scie sauteuse ou une ponceuse électrique.

Dans la plupart des villes, les appartements sont livrés avec une simple arrivée d'eau et d'électricité, et tout l'aménage-

ment doit être fait par l'acquéreur qui fait le plus souvent appel à une entreprise.

Outre les outils, la peinture ou les baignoires, les magasins étrangers proposent aussi des tables de jardin ou des barbecues dans un pays où les maisons individuelles restent l'exception en ville et où les balcons sont rares.

B&Q et Home Depot «ont raté le coche parce qu'ils n'ont pas suffisamment adapté leur offre» et ont vendu «les mêmes articles que ceux trouvés dans les magasins chinois, mais à des prix bien

plus élevés», selon M. Rein.

Durant la semaine, le nombre de vendeurs dans le B&Q de Pékin dépassait de loin celui des clients. Selon un employé, l'affluence est un peu plus importante le week-end. B&Q n'a pas répondu à une demande d'entretien de l'AFP.

M. Ding est venu acheter des raccords de tuyaux et d'autres «choses importantes» pour un appartement qu'il rénove, expliquant qu'il est prêt à dépenser plus pour ces quelques articles,

afin d'être sûr de leur qualité.

Mais pour tout le reste, précise-t-il, il enverra son décorateur s'approvisionner dans des enseignes chinoises meilleur marché.

Home Depot «a beaucoup appris» en un peu plus de quatre ans, admet son porte-parole Ron DeFeo. «Nos magasins étaient bâtis sur le modèle américain du «do it yourself», alors que la Chine est plutôt un marché du «fais-le pour moi».

Dans les plus grandes villes, de plus en plus d'appartements sont désormais vendus entièrement décorés, diminuant encore «les chances d'accéder au consommateur individuel», explique le porte-parole de Saint-Gobain, Nicolas Nie.

Certaines chaînes étrangères ont pourtant connu le succès, comme Ikea qui prévoit doubler, à 15, d'ici 2015 le nombre de ses magasins.

Le géant suédois de l'ameublement «s'est adapté à la culture asiatique», explique Zhou Wei, responsable de l'agence de publicité Charm Communications.

En Chine, «les consommateurs veulent un grand choix de lampes et de canapés plutôt que de choses dont il n'ont pas besoin», selon M. Zhou.

Agence France-Presse



Des consommateurs chinois dans une quincaillerie Home Depot, à Pékin.

ARCHIVES AFP



Consultez notre section vin

LE DEVOIR.com /vin

JAPON

Des traces de plutonium sont trouvées dans le sol de la centrale de Fukushima

S endai — Des traces de plutonium ont été détectées dans le sol de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima où de l'eau fortement radioactive s'est échappée des bâtiments des réacteurs, faisant craindre une pollution massive autour du site.

Un porte-parole de Tokyo Electric Power (Tepco), opérateur de la centrale japonaise, a déclaré que le taux de plutonium retrouvé dans cinq prélèvements ne présentait pas de danger pour la santé et qu'il était équivalent à celui détecté au Japon après des essais nucléaires réalisés dans des pays voisins, comme la Corée du Nord.

Tepco n'a pas précisé d'où provenait ce plutonium, mais a jugé «fort probable» qu'au moins deux des cinq échantillons soient liés aux dégâts subis par la centrale lors du violent séisme et du gigantesque tsunami du 11 mars.

Le réacteur 3, dont le toit du bâtiment a été soufflé par une explosion, est le seul à contenir du MOX (mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium) dont les rejets radioactifs sont parfois considérés comme plus dangereux.

Toutefois, le plutonium peut aussi provenir d'un autre réacteur fonctionnant seulement à l'uranium, car 30 % de l'énergie produite provient de la conversion de l'uranium en plutonium.



Des victimes du tsunami qui a frappé le Japon attendent dans le centre d'hébergement de Yamada.

De l'eau fortement radioactive a inondé le sous-sol de la salle des machines des réacteurs 1, 2 et 3, et s'est également déversée dans des tunnels techniques passant dans le sol.

«Nous avons retrouvé de l'eau accumulée dans des puits de regard d'une tranchée souterraine débouchant à l'extérieur du bâtiment du réacteur 2, avec un niveau de radioactivité supérieur à

1000 millisieverts par heure», a précisé Tepco. Le taux très élevé de radioactivité mesuré à la surface de la nappe d'eau retrouvée dans le bâtiment du réacteur 2 laisse supposer que cette eau a été au contact direct avec le combustible.

Les puits de regard des trois tunnels sont situés à une soixantaine de mètres de l'océan Pacifique et l'eau contaminée pour-

rait avoir déjà ruisselé jusqu'au rivage, a reconnu le porte-parole de Tepco.

Les travaux de pompage de cette eau vont être compliqués, car les techniciens doivent trouver un moyen de la transférer dans des réservoirs sans s'exposer à des doses de radiation mortelles.

Agence France-Presse

Un rapport d'Amnesty International

Baisse des exécutions en 2010

Londres — Au moins 527 personnes ont été exécutées dans le monde en 2010, contre 714 l'année précédente, mais la Chine est soupçonnée d'en avoir mis à mort plusieurs milliers, rapportait hier Amnesty International.

Le total d'Amnesty, publié dans son rapport annuel sur la peine de mort, dont l'organisation non gouvernementale réclame l'abolition, ne comprend pas les chiffres de la Chine, qui considère qu'il s'agit d'un secret d'État. Le gouvernement chinois exécuterait à lui seul davantage de personnes que le reste du monde.

Au moins 23 pays ont fait usage de la peine capitale en 2010, soit quatre de plus qu'en 2009, dit Amnesty International.

«Nombre de pays continuent de prononcer des peines de mort pour des affaires de drogue, des crimes économiques, des relations sexuelles entre adultes consentants et le blasphème», a relevé le secrétaire général d'Amnesty, Salil Shetty.

Selon le droit international humanitaire, la peine de mort n'est tolérée que pour les crimes les plus graves.

Pékin a enlevé 13 délits non violents de la liste des crimes passibles de la peine de mort, mais il en reste 55, ont rapporté des médias chinois.

Sur les 527 exécutions recensées en 2010, 252 ont été pratiquées en Iran, 60 en Corée du Nord, 53 au Yémen, 46 aux États-Unis, 27 en Arabie saoudite, 18 en Libye et 17 en Syrie, dit Amnesty.

Pour tous ces pays sauf les

États-Unis, il s'agit d'un minimum, car seuls quelques pays ont publié des chiffres officiels.

Les condamnés à mort ont été pour la plupart décapités, électrocutés, pendus, fusillés ou ont subi une injection létale. Au moins 224 peines de mort ont été prononcées dans 67 pays en 2010 et au moins 17 833 personnes étaient toujours sous le coup de cette condamnation dans le monde à la fin de l'année, selon l'organisation.

Au Pakistan, où le premier ministre, Youssouf Raza Gilani, a annoncé en 2008 que toutes les peines de mort seraient commuées en prison à perpétuité, 365 personnes ont été condamnées à mort et quelque 8000 prisonniers sont encore menacés par une exécution.

Il y a plus de 3200 dans ce cas aux États-Unis.

En Europe et dans l'ex-Union soviétique, seule la Biélorussie a procédé à des exécutions, de deux condamnés. Il n'y en avait pas eu en 2009 dans toute la région, pour la première fois depuis qu'Amnesty International a commencé à les recenser.

L'organisation estime que la tendance dans le monde est à l'abolition de la peine de mort. Depuis 2001, le nombre de pays ayant adopté l'abolition, dans les textes ou dans la pratique, est passé de 108 à 139.

L'année dernière, le Gabon a supprimé la peine de mort de son arsenal juridique. Le Liban, le Mali, la Mongolie et la Corée du Sud étudient la possibilité de faire de même.

Reuters

Arabie: pas de droit de vote pour les femmes

Dubai — Les autorités saoudiennes ont confirmé hier leur refus d'autoriser le vote des femmes aux prochaines élections, provoquant de vives critiques de défenseurs des droits des femmes dans le royaume.

«C'est une erreur révoltante que le royaume est en train de commettre. Et il répète la même erreur qu'en 2005», a dit Hatoun al-Fassi, professeur d'histoire à l'université King Saud à Riyad. Auparavant, le chef de la commission électorale, Abdel Rahman al-Dahmach, avait annoncé que les femmes resteraient exclues des municipales fixées au 23 avril. «Nous ne sommes pas encore prêts pour une participation de la femme.» - AFP

Côte d'Ivoire: offensive généralisée des forces pro-Ouattara

Abidjan — Les forces du président ivoirien reconnu par la communauté internationale, Alassane Ouattara, ont lancé hier une offensive généralisée dans l'ouest, le centre-ouest et l'est du pays, a affirmé l'état-major de l'armée fidèle au chef d'Etat sortant, Laurent Gbagbo.

«Il y a une offensive généralisée sur toute la ligne de front» qui coupe depuis 2002 le pays, le nord étant contrôlé par les combattants pro-Ouattara et le sud par l'armée loyale à Gbagbo, a indiqué une source de l'état-major des Forces de défense et de sécurité (FDS), fidèles au président sortant.

«Il y a eu une attaque des rebelles à Duékoué, une attaque

sur le 2^e bataillon de Daloa et une autre près de Bondoukou. Cela pose le problème du cessez-le-feu en vigueur» depuis les affrontements de 2002-2003, a ajouté cette source.

«A Duékoué, les combats se poursuivent. A Daloa et Bondoukou, les attaques ont été repoussées», a-t-il affirmé.

A l'état-major des forces républicaines, nouvelle dénomination des forces pro-Ouattara, rassemblant essentiellement des ex-rebelles des Forces nouvelles (FN), on a confirmé les attaques sur ces trois fronts.

«A Duékoué, il y a une poche de résistance des FDS dans une scierie située à la sortie ouest de la ville», selon cette source.

«A Daloa, nous avons attaqué le camp du 2^e bataillon et ce (lundi) matin, nous avons pris la localité de Bediola [35 km au nord de Daloa]. Nos hommes progres-

sent maintenant vers Daloa», porte d'entrée de la «boucle du cacao», la grande région productrice. La Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de cacao.

A l'est du pays, «nous sommes à 15 km au nord de Bondoukou», ville frontalière du Ghana, selon cette source.

Cette offensive des forces pro-Ouattara intervient au moment où le pays glisse chaque jour un peu plus vers la guerre civile, les violences postélectorales ayant fait 462 morts, essentiellement des civils, selon l'ONU, depuis le scrutin contesté du 28 novembre.

Soumis à d'intenses pressions internationales, le président sortant, au pouvoir depuis 2000, refuse de céder le fauteuil présidentiel à son rival.

Agence France-Presse

Pérou: Humala est en tête

Lima — À deux semaines du premier tour, le Pérou se dirige vers une présidentielle des plus incertaines, avec cinq candidats dans un mouchoir, et la montée en puissance du candidat de gauche nationaliste, Ollanta Humala.

Depuis trois mois, Alejandro Toledo, un économiste centriste de 65 ans déjà président de 2001 à 2006, était le net favori des sondages pour revenir au pouvoir et «redessiner le visage social» (son slogan) d'un Pérou à la croissance record (8,78 % en 2010), mais profondément inégalitaire.

Les écarts ont fondu en quelques semaines, et pour la première fois ce weekend, Humala a été donné vainqueur du premier tour du 10 avril par un sondage, avec 21,2 % d'intentions de vote, devançant la fille de l'ancien président, Keiko Fujimori (19 %) sur la même ligne que Toledo (18,6 %).

Un ex-premier ministre de droite, Pedro Pablo Kuczynski, arriverait 4^e avec 16,1 %, devant le maire sortant (centre droit)

de Lima, Luis Castaneda (15,5 %), selon l'enquête CPI, réalisée du 21 au 24 mars auprès de 4668 personnes.

Un autre sondage, hier, voit aussi Humala en tête (21,2 %) d'un cheveu, devant Fujimori (20,7 %), et Toledo (20,1 %).

Une autre enquête publiée dimanche donne cependant l'ancien président encore en tête avec 20,2 %, talonné par un trio au coude à coude, Castaneda (19,2 %), Fujimori (19,1 %) et Humala (18,9 %).

D'avantage que les écarts infimes, les instituts de sondage soulignent la masse des indécis: «27 %, plus d'un quart de l'électorat n'a pas encore décidé de son vote», a rappelé Manuel Saavedra, directeur de CPI. Mais la remontée d'Humala, qui avait été battu au second tour en 2006, a suffi à déclencher un tir de barrage chez ses rivaux.

Ils dénoncent le risque de basculement du Pérou avec un candidat qui avoua jadis son admiration pour Hugo Chavez, qui l'avait soutenu. - AFP

MOTS CROISÉS

1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													

HORIZONTALEMENT

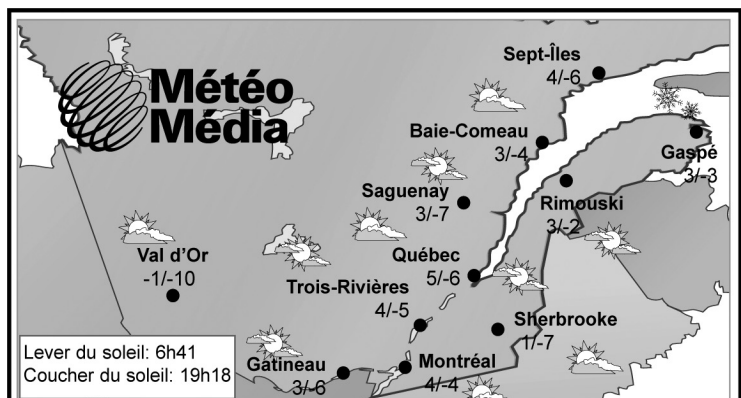
- Passage d'un auteur rapporté exactement - Bain bouillonnant à remous.
- Prière - Fait effet.
- Jeune femme - Décrocher.
- Contient des cendres - Impératrice d'Orient.
- Répétés plusieurs fois - Pour désigner un objet.
- Règle - Obtenue - Mille-pattes au corps cylindrique.
- Rage de poète - Sert à transporter des liquides.
- Attelle - Était versée à l'Église.
- Dieu grec de la Mer - Symbole de richesse.
- Disposer les couleurs d'une certaine façon - Près de disparaître.
- Existes - Salubre - Désavoué.
- Dressé - Les fourmilliers en sont.

VERTICALEMENT

- Qui dépend d'événements incertains.

- Armée fondée en 1919 - Blafarde.
- Très fine - Avoir une réalité.
- Maintenu avec des câbles - Appareil d'éclairage.
- Caché - Envie de vomir.
- Herbe aquatique vivace - Dans une niche.
- Lieutenant.
- Fait part de - Course folle.
- Convaincre.
- Son fruit contient un principe purgatif - Qui brille.
- Titre de noblesse - Pourvue.
- Ventilée - On les fait réchauffer.

1	O	M	B	U	D	S	M	A	N	P	R
2	P	A	R	R	O	U	M	A	N	I	E
3	A	C	A	J	O	U	I	G	U	E	S
4	Q	V	O	I	L	E	A	S	T	I	
5	U	S	E	N	T	X	I	I	O	S	
6	E	U	G	E	R	E	K	A	N	T	
7	S	E	L	A	C	H	A	B	E		
8	R	U	P	E	S	T	R	E	C	O	R
9	O	R	E	T	U	E	U	R	S		
10	U	R	I	N	E	R	E	R	E	G	I
11	N	E	R	E	E	S	T	I	M	E	R
12	D	R	E	S	S	E	E	N	T	R	E



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Var 3/-9	Ave 4/0	Londres	Sol 16/5	Nua 16/6
Moncton	Var 4/-4	Var 5/-4	Los Angeles	Sol 20/12	Sol 22/16
Saint-Jean	Sol 7/-3	Sol 6/-4	Mexico	Sol 27/9	Sol 28/9
Toronto	Sol 5/-3	Sol 6/-1	New York	Sol 8/1	Nua 10/2
Vancouver	Plu 9/6	Plu 11/9	Paris	Var 18/7	Nua 16/9
Winnipeg	Sol 1/-7	Nua 2/-2	Tokyo	Sol 12/9	Var 14/10

Montréal	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	-4	6/-1	7/1	5/2
Ciel variable.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.	Généralement ensoleillé.	Ciel variable.

Québec	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	-6	5/-7	6/0	4/1
Passages nuageux.	Ciel variable.	Généralement ensoleillé.	Généralement ensoleillé.	Ciel variable.

Gatineau	Ce soir	Demain	Jeu	Vend
Aujourd'hui	-6	6/-4	9/0	5/0
Généralement ensoleillé.	Généralement dégage.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.	Averses de pluie ou de neige, pdp 40%.

C'EST COMME AVOIR UN MÉTÉOROLOGUE DANS VOTRE POCHE. Obtenez la météo pour emporter avec meteomedia.com



Sudoku

par Fabien Savary

		2						
3				9			5	7
	8			1		4	2	
	1			9	7			1
9			7	4	8			
5			2	6	1	3		
2							7	9
8				5				3
4	9							

Niveau de difficulté : FACILE 1731

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

2	6	4	1	9	5	8	3	7
8	9	5	4	7	3	1	6	2
1	7	3	6	8	2	4	5	9
7	8	2	5	3	6	9	1	4
9	4	6	8	1	7	5	2	3
5	3	1	9	2	4	6	7	8
3	5	8	2	6	9	7	4	1
4	1	7	3	5	8	2	9	6
6	2	9	7	4	1	3	8	5

1730

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus www.les-mordus.com

LE MONDE



LYOUSSEF BOUDLAL REUTERS

Un insurgé libyen tentait hier de s'approcher de Wadi al-Hamra.

LIBYE

La percée des insurgés vers Syrte est stoppée par les forces de Kadhafi

L'avancée des insurgés a été stoppée hier par les forces de Mouammar Kadhafi à quelques dizaines de kilomètres à l'est de sa ville natale, Syrte, bombardée la nuit précédente par la coalition.

La coalition a poursuivi ses frappes hier soir, menant des raids sur des positions des forces loyalistes dans les régions de Mezda (centre) et Gharyan (ouest), selon des témoins et l'agence officielle libyenne Jana.

Les secteurs de Gharyan et Mezda, représentent, selon la rébellion, les bases arrière des forces de Kadhafi dans leurs offensives contre les villes de la région d'al-Jabal al-Gharbi (ouest), dont Zenten et Yefren, contrôlées par les insurgés.

À Tajoura, dans la banlieue Est de Tripoli, neuf violentes explosions ont par ailleurs été entendues, selon un témoin alors que Bill Gortney, directeur de l'état-major interarmes américain, a annoncé que la coalition avait tiré six missiles de croisière Tomahawk ces dernières 24 heures et mené

178 sorties aériennes. Depuis le début des opérations il y a neuf jours, 199 Tomahawks ont été tirés sur la Libye, dont 192 par les forces américaines.

Les patrouilles

Les rebelles, qui s'étaient emparés dimanche de Ben Jawad,

Le Qatar, premier pays arabe à participer à l'intervention internationale en Libye, a reconnu le Conseil national de transition

à 140 km à l'est de Syrte, après avoir repris la ville clé d'Ajda-biya, puis le site pétrolier de Ras Lanouf, n'ont progressé hier que de quelques dizaines de kilomètres. Bloqués toute la matinée à la sortie de Ben Jawad par les forces gouvernementales, ils ont ensuite repris lentement leur avancée, avant d'être pris pour cible dans un village à une soixantaine de km à l'est de Syrte.

Hier, les milices du régime patrouillaient dans Syrte, ville

côtière d'environ 120 000 habitants, toujours sous le contrôle des loyalistes, située à 360 km à l'est de Tripoli. Syrte avait été secouée par une série d'explosions dimanche soir et hier matin.

La coalition internationale a par ailleurs bombardé à l'aube

Sebha, à 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu des Kadhafi dont fait partie le colonel Kadhafi. La ville a été violemment bombardée et plusieurs habitants ont dû abandonner leurs maisons pour se réfugier ailleurs.

Le régime libyen a annoncé avoir mis fin hier à son offensive contre Misrata (ouest), la troisième ville de Libye (210 km à l'est de Tripoli). La «sécurité» y a été rétablie, a annoncé le ministre libyen des Affaires étrangères sans préciser clairement si la ville avait été reconquise par les forces loyalistes.

Les frappes vont continuer

sous l'égide de la coalition internationale pendant encore 48 heures avant que l'OTAN ne prenne la direction effective des opérations, a indiqué hier l'Alliance atlantique, dont les avions ont effectué leur première mission en Libye dimanche.

Au plan politique, le Qatar, premier pays arabe à participer à l'intervention internationale en Libye, a reconnu le Conseil national de transition (CNT), devenant le deuxième Etat après la France à lui apporter sa reconnaissance.

L'ONU a pour sa part mis en garde contre une pénurie de vivres, de médicaments et de carburant et réclamé une présence humanitaire dans le pays. Quelque 336 658 personnes, notamment des étrangers, ont fui la Libye depuis le début de l'insurrection mi-février et environ 9000 de ces déplacés sont bloqués aux frontières avec l'Égypte et la Tunisie, selon l'ONU.

Agence France-Presse et Reuters

Obama justifie une opération impopulaire

«Quand nos intérêts et nos valeurs sont menacés, nous avons la responsabilité d'agir», affirme le président américain

CLAUDE LÉVESQUE

C'est en invoquant les valeurs fondamentales des États-Unis que Barack Obama a répondu hier soir aux critiques et tenté de dissiper les doutes de ses concitoyens sur l'à-propos de l'intervention américaine en Libye.

«Conscients des risques et des coûts d'une action militaire, nous sommes naturellement réticents à faire usage de la force pour résoudre les problèmes mondiaux. Mais quand nos intérêts et nos valeurs sont menacés, nous avons la responsabilité d'agir», a déclaré le président américain lors d'un discours télévisé depuis l'Université de Défense nationale à Washington.

«C'est ce que nous avons fait en Libye», a ajouté le président américain, pour qui les frappes de la coalition internationale ont empêché un «massacre» à Benghazi.

M. Obama a fait valoir que «les États-Unis jouent un rôle unique de point d'ancrage de la sécurité mondiale et de défenseur de la liberté». «Si nous nous étions dérobés à notre responsabilité de leader et, plus fondamentalement, à notre responsabilité envers les autres êtres humains, nous n'aurions pas été fidèles à ce que nous sommes», a-t-il dit.

Le président américain, qui a effectué une tournée en Amérique latine la semaine dernière, n'avait pas encore parlé directement à ses concitoyens à la télévision depuis le déclenchement des opérations militaires en Libye.

Les États-Unis sont encore engagés dans des conflits en Afghanistan et en Irak, même s'ils prévoient s'en retirer prochainement. Le lancement de ces guerres avait été largement accepté par le public américain même si elles sont graduellement devenues impopulaires. Par contre, les Américains semblent d'emblée sceptiques à l'égard des opérations en Libye. Moins de la moitié d'entre eux (47 %) y seraient favorables selon un sondage publié le 22 mars par l'Institut Gallup.

Barack Obama a par ailleurs promis que les États-Unis ne

répèteraient pas en Libye les erreurs commises en Irak. «Si nous tentons de renverser Kadhafi par la force, notre coalition va voler en éclats», a déclaré le président américain, qui croit que cet objectif doit être poursuivi par d'autres moyens.

«Nous devrions alors probablement envoyer des troupes américaines sur le terrain, a-t-il ajouté. Nous avons pris ce chemin en Irak [...], mais le changement de régime a pris huit ans, a coûté des milliers de vies américaines et irakiennes et près de mille milliards de dollars. Nous ne pouvons nous permettre que cela se reproduise en Libye.»

Groupe de contact

Les ministres des Affaires étrangères d'une quarantaine de pays sont attendus aujourd'hui à Londres pour la première réunion du «groupe de contact» sur la Libye, qui est responsable du «pilotage politique» des opérations militaires dans ce pays, lesquelles seront placées sous le commandement de l'OTAN à partir de demain.

Dans une déclaration commune hier, le président français, Nicolas Sarkozy, et le premier ministre britannique, David Cameron, ont affirmé que Mouammar Kadhafi «doit partir immédiatement».

La réunion d'aujourd'hui rassemble les pays qui participent directement aux opérations militaires en Libye en application de la résolution 1973 du Conseil de sécurité. Elle vise à éviter l'enlèvement militaire dans les sables libyens.

Dimanche, la secrétaire d'État, Hillary Clinton, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates, avaient défendu la participation américaine à l'opération «Aube de l'Odyssée» devant les caméras. M. Gates avait reconnu que les États-Unis n'ont pas d'«intérêt vital» en Libye, mais soutenu que la situation dans ce pays risquait de mettre en danger les révolutions «encore fragiles» en Tunisie et en Égypte en provoquant un exode.

Le Devoir
Avec l'Agence
France-Presse

Ailleurs dans le monde arabe

Syrie: le Parlement syrien a demandé au président, Bachar al-Assad, de venir expliquer les mesures de démocratisation promises et a observé un minute de silence à la mémoire des personnes tuées au cours des manifestations de ces derniers jours. Le chef de l'État s'adressera «très bientôt» à son peuple, sur fond de mouvement de contestation sans précédent depuis son accession au pouvoir en 2000. Les autorités envisagent l'annulation de l'état d'urgence instauré en 1963 et ont promis des mesures contre la corruption. Des marches de soutien au président auront lieu aujourd'hui.

Yémen: au moins 76 personnes ont été tuées dans une explosion hier dans une usine de munition dans le sud du Yémen. Les autorités de la province d'Abyane où s'est produite l'explosion ont imputé la responsabilité de l'explosion à al-Qaïda.

Oman: les manifestants qui se réunissent quotidiennement depuis près d'un mois pour réclamer des réformes à Oman ont donné jusqu'à demain aux autorités pour répondre à leurs revendications. Les manifestations avaient commencé à la fin février pour réclamer la création d'emplois et la démission de ministres soupçonnés de corruption.

Jordanie: le premier ministre jordanien a tenté hier d'apaiser les tensions après les violents affrontements de vendredi à Amman, affirmant le droit des citoyens à s'exprimer et annonçant que des lieux seront consacrés aux manifestations.

Agence France-Presse

ÉGYPTÉ

Le calendrier de retour à un pouvoir civil s'étire

SAMER AL-ATRUSH

Le Caire — L'armée égyptienne a annoncé hier des élections législatives pour septembre suivies d'une présidentielle à une date non précisée, un calendrier encore flou qui allonge la période initialement prévue pour un retour à un pouvoir civil après la chute du président Moubarak.

«Les élections législatives se tiendront en septembre», a déclaré le général Mamdouh Chahine, membre du Conseil suprême des forces armées (CSFA), ajoutant que la date du scrutin présidentiel serait annoncée après cette échéance.

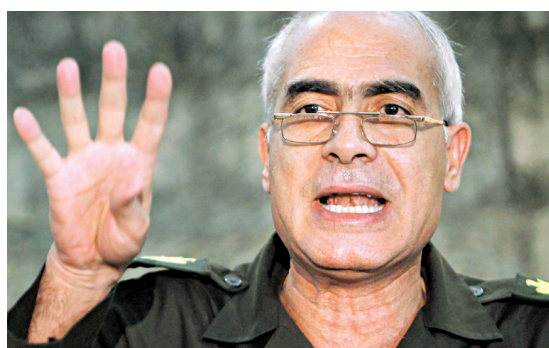
Peu après la chute d'Hosni Moubarak le 11 février, l'armée avait annoncé son intention d'organiser des élections législatives et présidentielle dans un délai indicatif de six mois, soit mi-août, en vue de remettre le pouvoir à un pouvoir civil librement élu. La presse égyptienne a évoqué quant à elle la possibilité que la présidentielle se tienne mi-2012. L'armée a toutefois déclaré dans un communiqué que cette échéance n'était pas exacte, sans en donner d'autre.

Le général Chahine a assuré que les forces armées feraient aujourd'hui ou demain une déclaration précisant les conditions de la transition. Il a aussi déclaré que ces élections «ne se tiendraient pas sous l'état d'urgence», laissant entendre que ce dispositif très décrié maintenu tout au long de la présidence de Moubarak serait levé d'ici septembre.

Le général Chahine a également annoncé la promulgation d'une nouvelle loi sur les partis politiques, assouplissant des règles anciennes très contraignantes qui pérennisaient la domination du Parti national démocrate de Moubarak.

Les partis confessionnels ne sont toujours pas autorisés, mais le mouvement des Frères musulmans pourrait contourner la difficulté en formant un parti sous une appellation différente, dont les statuts ne seraient pas sur une base religieuse.

L'Égypte a déjà organisé le 19 mars un référendum pour la révision de la Constitution, largement



AMR ABDALLAH DALSH REUTERS

Le général Mamdouh Chahine

approuvée par 77 % des votants. Ce premier scrutin de l'ère post-Moubarak avait conforté les projets de l'armée pour une transition rapide, mais de nombreuses voix s'étaient élevées pour juger irréaliste le délai de six mois initialement envisagé pour établir une transition véritablement démocratique.

Des élections dans un délai trop court pourraient favoriser les Frères musulmans, la force la mieux organisée du pays, ainsi que les anciens du parti de M. Moubarak aux réseaux encore influents, redoutent certains commentateurs et hommes politiques. Mais des élections trop éloignées ont aussi ravivé les craintes de voir les militaires s'éterniser au pouvoir, contrairement à leurs promesses.

Les dernières législatives se sont tenues en novembre et décembre 2010. Elles s'étaient traduites par une victoire écrasante du parti de Moubarak, mais les mouvements d'opposition s'en étaient retirés en dénonçant une fraude massive.

L'armée a par ailleurs assuré hier que M. Moubarak et sa proche famille étaient en résidence surveillée en Égypte, démentant des rumeurs persistantes selon lesquelles le raïs déchu serait parti en Arabie saoudite pour un traitement anticancéreux.

Agence France-Presse

Les révoltes arabes

Scepticisme d'un intellectuel du Likoud

CLAUDE LÉVESQUE

Professeur de relations internationales à Tel-Aviv et futur candidat du parti conservateur Likoud, Emmanuel Navon n'est pas très optimiste quant à l'avenir du Proche-Orient après les révoltes arabes.

«Y aura-t-il récupération par les islamistes ou verra-t-on une véritable démocratie dans les pays arabes?», s'est-il demandé hier au cours d'un déjeuner-causerie à Montréal.

L'universitaire se dit «dubitatif» sur les perspectives de démocratisation dans ces pays, auxquels il manque selon lui une classe moyenne solide et «une culture de la négociation de compromis».

Le mouvement qui secoue le monde arabe a été comparé à la chute du régime du shah d'Iran en 1979 et à celle des régimes communistes d'Europe de l'Est à la fin des années 1980. «Si le Proche-Orient se transforme en Europe de l'Est, nous serons les premiers à célébrer», a affirmé M. Navon.

Ce dernier avoue qu'il est difficile de parler d'une «perspective israélienne» sur cette question, d'autant plus difficile qu'il n'existe pas de précédent à cette révolte généralisée dans le monde arabe. En Israël, dit-il, il y a un débat entre ceux qui proposent de saisir l'occa-

sion pour faire avancer le processus de paix et ceux qui pensent que l'instabilité fera naître des gouvernements islamistes ou radicalement anti-israéliens, ce qui devrait dissuader l'État juif de conclure de nouveaux accords de paix.

«Mais il y a surtout des soupçons que l'Iran manipule les révoltes pour les islamiser», a ajouté M. Navon.

Diplômé de Sciences-Po Paris et détenteur d'un doctorat en relations internationales de l'Université hébraïque de Jérusalem, Emmanuel Navon enseigne actuellement les relations internationales à l'Université de Tel-Aviv et travaille comme chercheur à l'Université de Bar-Ilan, dans la même ville.

Il s'est porté candidat pour un siège à la Knesset sous les couleurs du Likoud aux prochaines élections législatives, qui se tiendront en 2013 si l'actuelle coalition n'est pas renversée d'ici là. «La proportionnelle intégrale est un système aberrant où le premier ministre ne gouverne pas parce qu'il est pris en otage par une coalition, a fait remarquer Emmanuel Navon. Israël ne peut se permettre cette instabilité et cette incapacité de prendre des décisions profondes.»

Le Devoir

LES SPORTS

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

ax-	Mj	Pts
1. Philadelphie	75	100
2. Washington	76	98
3. Boston	75	94
4. Pittsburgh	76	98
5. Tampa Bay	75	91
6. Montréal	76	87
7. N.Y. Rangers	76	87
8. Buffalo	75	85
9. Caroline	75	80
10. Toronto	76	78
11. Atlanta	75	76
12. New Jersey	75	73
13. N.Y. Islanders	76	70
14. Floride	76	69
15. Ottawa	76	68

ASSOCIATION DE L'OUEST

cx-	Mj	Pts
1. Vancouver	76	109
2. Detroit	76	98
3. San Jose	76	97
4. Phoenix	77	93
5. Los Angeles	75	92
6. Nashville	76	92
7. Chicago	75	90
8. Anaheim	75	89
9. Calgary	77	87
10. Dallas	74	86
11. Minnesota	75	78
12. St. Louis	75	77
13. Columbus	75	77
14. Colorado	74	64
15. Edmonton	75	57

a-meneur de section; c-champion de section; é-éliminé; x-se qualifié en vue des séries

Hier

Chicago 3 Detroit 2 (P)
Colorado à Anaheim

Aujourd'hui

Chicago à Boston, 19h
Buffalo à Toronto, 19h
Philadelphie à Pittsburgh, 19h
Caroline à Washington, 19h
Floride à Columbus, 19h
Atlanta à Montréal, 19h30
Ottawa à Tampa Bay, 19h30
Minnesota à St. Louis, 20h
Vancouver à Nashville, 20h
Los Angeles à Edmonton, 21h
Dallas à Phoenix, 22h

BOXE

Jean Pascal fait sortir Bernard Hopkins de ses gonds

FREDERIC DAIGLE

On ne s'ennuie jamais dans un événement impliquant Jean Pascal. La conférence de presse d'hier, en marge de son combat revanche contre le mi-lourd américain Bernard Hopkins, n'y a pas fait exception. Le Québécois s'est même assuré d'y mettre le feu aux poudres et les deux pugilistes en sont presque venus aux coups.

La conférence de presse se déroulait plutôt bien, jusqu'à ce que le boxeur lavallois demande au vétéran de 46 ans s'il accepterait de se soumettre à des tests sanguins, arguant que «des amateurs lui ont demandé si [Hopkins] était un boxeur propre».

«Moi, je crois que Bernard Hopkins est propre, a dit Pascal. Mais les gens ne cessent de me demander comment un boxeur de 46 ans a pu aussi bien paraître contre moi et m'ont dit: «Demande-lui de passer un test sanguin». [...] Alors je demande à Bernard Hopkins: Es-tu prêt à passer un test sanguin?» «Je sais que tu es propre, Bernard. Mais pour les fans, passons ces tests et disons-leur que nous sommes des combattants propres. Montrons-le au reste du monde.»

Hopkins a répondu que jamais dans sa carrière on ne l'avait soupçonné d'avoir utilisé des tactiques illégales et qu'il ferait tout ce que la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) lui demanderait.

Pascal, lui, n'a pas lâché le morceau. «Tu sais très bien que la [RACJ] n'exige pas ce genre de tests, alors je te le demande pour les amateurs et pour le respect de la boxe. Et nous savons très bien que tu viens de la même famille que Shane Mosley [un boxeur éclaboussé dans l'affaire BALCO], que tu es le même entraîneur [Nazim Richardson].»

C'est à ce moment que le clan Hopkins a décidé de quitter la conférence de presse. Mais Pascal s'est interposé, haranguant son adversaire («Tes un putain de tricheur!», qui l'a alors poussé une première fois. La situation a rapidement dégénéré, l'entourage des deux clans voulant «venir en aide» à leur favori respectif.

Plusieurs dirigeants de Groupe Yvon Michel

ont dû faire clairement comprendre à Pascal qu'il en avait suffisamment fait et que tout avait été dit. Il en a tout de même rajouté, confiant aux médias qu'il doutait maintenant de l'honnêteté du boxeur de Philadelphie.

«Moi, je n'accuse personne, qu'on ne me cite pas mal, a-t-il dit. Les gens me demandent si Bernard prend quelque chose. Moi, je dis non. Les amateurs me demandent alors de lui demander de passer un test sanguin. Je ne fais que demander ce que les gens me posent comme questions. Bernard a refusé d'acquiescer à la demande. Maintenant, à cause de ça, je me pose des questions. Est-ce que Bernard est vraiment propre? C'est ce que je me demande, car moi, je suis prêt à faire ce test n'importe quand.»

Manque de respect

Le clan Hopkins, sans s'en laisser imposer, a plutôt décidé de quitter la pièce et de rencontrer les représentants des médias dans les corridors de l'amphithéâtre.

«Il m'a bien eu, a déclaré un Hopkins très calme. C'est tellement un manque de classe, un manque de respect. Ça vient saper tous les efforts que l'on met dans la promotion de ce combat. Il a trouvé la façon la plus immature qui soit d'éviter le sujet de cette conférence de presse: le combat du 21 mai.»

«C'est si faible de sa part de se rabattre sur des oui-dire des amateurs pour lancer de telles accusations. Ensuite, il implique mon entraîneur et m'associe à Shane Mosley. Mais que pouvez-vous attendre d'un jeune homme qui croit être ce qu'il n'est pas et qui ne réfléchit pas avant de parler?»

Pascal n'aurait pas pu donner meilleure source de motivation à son adversaire même s'il l'avait voulu.

«Le 21 mai, j'offrirai la meilleure performance de ma carrière, et ce n'est pas peu dire, a ajouté Hopkins. Je vais me défoncer au gym à mon retour chez moi. Maintenant, j'ai une autre raison de remporter ce combat.»

La Presse canadienne

ET PUIS EUH

Panne sèche

Dans la vie quotidienne, il n'est pas tous les jours facile d'être Canadien. Voilà la réflexion que l'amateur moyen pouvait se faire samedi soir, si d'aventure il était encore au poste alors que Canadien subissait un troisième mouchage consécutif par voie de jeu blanc et qu'on entendait des huées dans le Centre Bell Téléphone, pourtant de si bonne humeur d'ordinaire, plein de lumière et de bruit et de toutes ces choses qui jettent de la béatitude dans le cœur de l'humain. Il n'y a plus moyen de passer 186 minutes sans compter de but sans qu'on vous le reproche.

Remarquez, on ne retrouve pas que Canadien dans cette délicate posture. Le 17 mars dernier, les Kings de Los Angeles se faisaient relativement malmenés à l'occasion d'une joute locale et lorsqu'ils rentrèrent au vestiaire à la fin de la deuxième période (tirant de l'arrière 2-0 et 30-6 au chapitre des tirs), ils furent conspués, bien que fraîchement revenus d'une séquence de quatre victoires à l'étranger. L'entraîneur-chef Terry Murray en prit ombrage et déclara à la fin du match qu'il s'agissait là de «la chose la plus embarrassante» de sa carrière, voire de toutes les activités sur et hors glace de son existence. On savait depuis longtemps que «le client a toujours raison» constitue l'une des plus vastes supercheries de l'histoire, mais on en a eu une nouvelle preuve.

On peut aussi évoquer Geno Auriemma, le coach de l'équipe féminine de basket de l'Université du Connecticut, qui lui ne s'en prend pas aux spectateurs qui huent, mais aux non-spectateurs qui ne viennent pas ne pas huer, ou quelque chose d'approchant. Il y a quelques jours, les Huskies accueillèrent Purdue dans un match du tournoi de championnat de la NCAA; or il ne s'est présenté que 6000 personnes, dans un amphithéâtre qui compte 10 000 places.

Protestation contre un rendement laissant à désirer? On ne pourrait pas exactement envisager la situation ainsi. Car l'automne dernier, les femmes Huskies ont établi un record de la NCAA en remportant un

90^e match d'affilée; au moment d'affronter Purdue, elles montraient un dossier de 112 victoires dans leurs 113 dernières joutes. «Nous avons un groupe de partisans vraiment gâtés, a dit Auriemma. Peut-être faudrait-il que nous gagnions plus souvent...»

Pour en revenir à Canadien, on a appris que cette entreprise de blanchiments en succession était une première depuis 1949, quand il y avait juste six équipes et que le hockey n'était

pas télédiffusé sous le fumeux prétexte que la télévision demeurerait encore à être inventée dans une perspective canadienne. Le 23 octobre, une bonne nulle de 0-0 à Boston; le 27, 0-2 contre le Toronto; le 29, 0-1 face au Detroit. C'était la belle époque, tout se déroulait en noir et blanc et on comptait le temps avec une horloge.

On pourrait aussi évoquer 1928, quand Canadien avait encaissé quatre jeux blancs de suite. En ces temps-là, il y avait juste 10 équipes, soit les six du temps où il y en avait juste six plus les Senators d'Ottawa ancienne cuvée, les Maroons de Montréal, les Americans de New York et les Pirates de Pittsburgh. Cette année-là, les Rangers de New York avaient remporté la coupe Stanley contre les Maroons, et au deuxième match de la finale, l'entraîneur des Rangers, Lester Patrick, était lui-même allé garder les buts après que son titulaire Lorne Chabot eut reçu un tir en plein œil. Patrick avait gagné le match, 2-1 en prolongation, et on ne devrait pas revoir ça avant un sacré bout de temps, si vous voulez l'avis d'un seul homme.

La prochaine fois, nous nous intéresserons au procès pour parjure de Barry Bonds et nous pencherons sur deux déclarations en particulier. La première, du gérant de l'équipeement des Giants de San Francisco Mike Murphy qui a témoigné qu'en 2002, Bonds avait requis une nouvelle casquette parce que sa tête avait grossi sous l'effet de la prise de stéroïdes. La seconde, de l'ex-maîtresse de Bonds, Kimberly Bell, qui a dit que ses testicules avaient rapetissé. Comme quoi, on ne peut tout avoir dans la vie.



JEAN DION

Retour de la LNH à Québec: il faudra davantage que la passion des amateurs

MARC DELBÈS

Pour espérer connaître du succès à long terme à Québec, une équipe de la Ligue nationale de hockey devra miser davantage que sur la passion des amateurs de la région.

C'est la conclusion à laquelle on en arrive lorsqu'on prend connaissance du deuxième volet d'une étude réalisée par le Conférence Board du Canada dans le cadre de la série «Jouer dans les ligues majeures: qu'est-ce qui fait le succès des équipes de sports professionnels?»

«Certes, la passion des supporters compte pour beaucoup dans le succès des concessions de sport professionnel, mais elle ne suffit pas. Dans ce domaine, la réussite

dépend aussi de l'existence de certaines conditions fondamentales sur le marché», a expliqué Mario Lefebvre, directeur du Centre des études municipales et coauteur de cette série avec Glen Hodgson.

L'engouement pour le retour d'une équipe de la LNH à Québec ne fait aucun doute. Le 2 octobre dernier, une foule estimée à 60 000 personnes a participé à la Marche bleue sur les plaines d'Abraham pour appuyer la construction d'un amphithéâtre et le retour d'une équipe de la LNH dans la Vieille Capitale.

Selon l'étude du CBC, le succès ou l'échec d'une concession de sport professionnel repose sur ces quatre conditions fondamentales: la taille démographique du marché; le

niveau des revenus; une solide présence d'entreprises et l'égalité des conditions.

Pour connaître du succès à long terme, l'étude du CBC établit notamment qu'une équipe de la LNH au Canada a besoin d'un peu plus de 800 000 partisans en puissance (quatre matchs hors concours plus 41 matchs de la saison régulière, multipliés par une moyenne de 18 000 spectateurs par rencontre).

Et comme les billets pour assister à un match de sport professionnel sont coûteux, une équipe doit pouvoir compter sur des partisans relativement bien rémunérés. Fait intéressant à ce niveau, Québec (28 159 \$) et Winnipeg (29 302 \$), qui cherchent

à récupérer des équipes de la LNH, disposent d'un revenu disponible par habitant supérieur à celui de Montréal.

L'étude précise aussi que la présence d'entreprises constitue un facteur déterminant dans l'optique de la vente des loges corporatives. Si Toronto vient en tête de liste avec 36 % des 800 sociétés les plus importantes au pays, Québec n'en compte que 17, soit seulement 2 %.

Finalement en ce qui a trait à l'égalité des conditions, le CBC considère deux éléments, soit le taux de change et le fardeau fiscal qui, selon les cas, peuvent désavantager les concessions canadiennes.

La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199	IMMOBILIER RÉSIDENTIEL 100 • 150 Achat-vente-échange 160 • 199 Location
200 • 299	IMMOBILIER COMMERCIAL 200 • 250 Achat-vente-échange 251 • 299 Location
300 • 399	MARCHANDISES
400 • 499	OFFRES D'EMPLOI
500 • 599	PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699	VÉHICULES

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

4031 Lacombe - Près U de M Grand 6^e, 2 s. de b. rénovées Haut de duplex. 514 793-2991 <http://photobucket.com/lacombe>

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

NDG, spacieux 4-5^e tout inclus. 855\$-1,040\$ plomberie, vue parc, plafond haut, poss garage, balcon. 514-684-5993.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT - Grand r. de c., 6 1/2, rénové, 3 c.c., 2 s. de b. Garage. Libre. Non-fumeur 1990\$ chauffé. 514 341-3804

PRÈS GALERIES D'ANJOU Rue Hochelaga - 4 1/2 et LOFT Bus à la porte. A.C., 4 électros. RENOVIATION SUPÉRIEURE : céramique, plancher lerrazo, 800\$ ch. Poss. meublé. Chauffés, éclairés. 514 945-1030

ROSEMONT 3 1/2 Tranquille, C.c. fermée. Non-fumeur. Mi-juin. 500\$ 514 255-6595

VILLERAY - Près métro Jarry Gr. 5 1/2, impeccable, bois franc, s. de b. rénovée, balcons. Non fumeur. Pas d'animaux. Libre. 1200\$. Juillet. 514-574-0173

VILLERAY, Grand 5 1/2, 900 p.c. 2ème, près métro, 1 c.c. fermée, 1 c.c. oblie, petit bureau, boiserie, entrée lav-séch. Juillet. 950\$ chauffé. 514 713-8126

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **514-985-3322**
Télécopieur: **514-985-3340**
petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

LA CAMPAGNE À PARIS Appartement meublé, tout équipé, 2 c.c., ensoleillé, calme, entrée privée sur jardin et allée fermée dans le sympathique quartier de Belleville, 15 min. de Châtelet et août. (ligne 11) Libre juillet et août. 1500\$/2 sem. ou 800\$/sem. (33) 1.40.30.09.14 riouxchristian@yahoo.com

PARIS VII - XV Champ-de-Mars Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08 T1 équipé, très ensoleillé. Sur jardin Sem/mois 514 272-1803

176 CHALET À LOUER

BORD DE MER-L'ISLET sur MER Condos à louer (ou à vendre) 418 607-0541 514 522-6229 www.oieblanchesurmer.com

Charlevoix, St-Irénée petite maison de campagne, vue sur le fleuve. loc. à la sem. libre juillet et août. 418-683-7231.

171 HORS FRONTIÈRES À LOUER

CONDO, Hollywood Floride 3 1/2, stationnement, ascenseur, piscine privée, à 5 minutes de la plage et casino. Pas d'animaux, non-fumeur. Pour avril. 1500\$ US 514 231-1297

Suberbe condo sur plage à Miami Beach 2 chambres à coucher. 5000\$/mois - Nov - Avr 4000\$/mois - Mai - Oct 819 962-5110

201 PROPRIÉTÉS COMMERCIALES

CENTRE-VILLE Quartier latin. R. de c., condo commercial 1600 p.c., 75' vitrines. Près CEGEP, univ., Spectacles, bistros. 2 stat. int. Incls. Aubaine. 489 000\$. duproprio.com/205787 514 707-4426

301 ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART à vendre www.oeuvresdart.ca

307 LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion achetée à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

309 COLLECTIONS

TIMBRES ACHETER Collection ou Accumulation. 514 775-8036

508 SERVICES FINANCIERS

508 SERVICES FINANCIERS

MULTI-ASSURANCES.COM

- assurance hypothécaire
- assurance invalidité
- assurance-vie
- maladie grave
- voyage

Obtenez une cotation en ligne. Le plus bas prix disponible en moins de 2 minutes! Comparez et économisez. Visitez www.multi-assurances.com

QUAND LA TOXICOMANIE PREND TOUTE LA PLACE

faites les premiers pas (514) 939-0202 www.portage.ca

450 EMPLOIS DIVERS

450 EMPLOIS DIVERS

450 EMPLOIS DIVERS

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

Index Web Marketing

Votre site Web ne sert à rien... s'il est mal référencé !

Publicité en ligne - Création de sites mobiles
Référencement Google
Médias sociaux - Formations

Augmentez votre présence et vos ventes sur Internet en passant par Index Web Marketing
Appelez et obtenez une vidéo promotionnelle gratuite pour votre entreprise !

514 521-6106 www.IndexWebMarketing.com

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

575 DÉMÉNAGEMENTS

LES DÉMÉNAGEMENTS BRETON-SAVARD
Emballage - Entreposage - Pianos. Assurances comp. Estim. gratuite. www.breton-savard.com 514 254-1447

599 MESSAGES

RECHERCHONS PIERRE BELANGER
Propriétaire des photos du château Dufresne pour droits d'utilisation pour un documentaire. Joindre Paul au 514 802-2191 perception-films@sympatico.ca

695 AUTOMOBILES

VOLKSWAGEN JETTA VR6 GLS 2002.

Grise, méc A1, 135 000 km, automatique, Int cuir, Sièges chauffants, Chargeur 6 CD, A/C, Toit ouvrant, 4 pneus d'hiver, 6 300\$. **450 616-1758**

Cadillac CTS 2007, bleu, cuir. 100.000 km. toit ouvrant. A1. tout équipé, transm. liptronic, 12.500\$. Yannick 514-945-5538.

Un don d'espoir pour la vie

ARMÉE DU SAUVAGE 1-877-488-4222 www.ArmeeduSauvage.ca

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA SCHIZOPHRÉNIE

514 251.4000 #3400
1 866 888.2323
www.schizoprenie.qc.ca
info@schizoprenie.qc.ca

CULTURE



KLAUS LEFEBVRE

Une fenêtre sur un appartement trash de Tokyo dans *Yume no shiro* de Daisuke Miura

Solos, petites formes et relève au 5^e festival TransAmériques

CATHERINE LALONDE

Le 5^e festival TransAmériques (FTA) dévoilait hier sa programmation. Danse, théâtre, tout le prisme entre les deux, mais aussi expositions, installations et nouvelles formes. Une édition qui se conjugue en multiples petits spectacles.

Trente et un spectacles du 26 mai au 11 juin: le FTA est marqué cette année par la relève, la majorité de ses créateurs n'ayant pas 40 ans, comme le soulignait hier la directrice artistique, Marie-Hélène Falon.

Aux spectacles annoncés de Marie Brassard, Crystal Pite, Alain Platel, Israel Galván et Sylvain Énard s'ajoutent en ouverture *Trust*, danse et théâtre du Schaubühne Am Lehninger Platz de Berlin. *Neutral Hero*, de Richard Maxwell, vient de New York repenser les textes fondateurs de l'humanité. Deux spectacles de l'avant-garde japonaise: *Hot Pepper, Air Conditioner, and The Farewell Speech* de Toshiki Okada et *Yume no shiro*, une fenêtre de Daisuke Miura sur un appartement trash de Tokyo.

L'an dernier, les spectateurs ont découvert les Mexicains de Lagartijas Tiradas Al Sol. Ils reviennent avec *El rumor del incendio*. Daniel Veronese, de Buenos Aires, présente son théâtre pauvre et sa vision de *Maison de poupée* dans *El desarrollo de la civilización venidera*. *Bonanza*, du groupe Berlin d'Anvers (oui, oui) mêle théâtre, documentaire et installation.

En danse, la Portugaise Lia Rodrigues revient avec *Pororoca*, pour 11 danseurs. Un duo d'hommes proche du combat d'ours donne *Still Standing You* de Pieter Ampe et Guilherme Garrido. Quatre solos de la Genevoise Cyndy Van Acker s'offrent en deux spectacles, *Lanx + Obvie et Obtus + Nixe*.

D'ici, les enfants de la provoc' Brigitte Poupart

et Dave St-Pierre veulent avec *What's Next?* dépasser encore les frontières. Le duo *O Deer!* de Chanté Wadge est à surveiller en danse. Avec *L'Enclos de l'éphant*, Sylvain Bélanger et Étienne Lepage enfermeront le spectateur, chacun pour soi. Retour de Daniel Danis avec *Mille Anonymes*, pendant que Martin Genest offre une adaptation théâtrale du film de Pierre Falardeau dans *Octobre 70*.

De Vancouver, Jay Dodge et Sherry Yoon montent avec *Photog* un spectacle sur les photos de guerre. Les chorégraphes Susie Burpee et Linnea Swan de Toronto proposent *Road Trip (Je ne regrette rien)*. De New York, Miguel Gutierrez déconstruit ses visions de James Dean pour *Last Meadow*. En finale, *Tempest: Without a Body* de Lemi Ponifasio donne sa danse de Nouvelle-Zélande et de Samoa.

Le FTA intègre en danse plusieurs spectacles qu'on a pu voir cette année: *Behind: une danse dont vous êtes le héros*, court duo de Marie Béland, et *S'envoler* d'Estelle Clareton pour 12 danseurs. Le percussionniste Martin Messier est des courts *Derrière le rideau, il fait peut-être nuit* avec Anne Thériault, mais aussi dans le combat danse contre batterie *Hit and Fall*, pensé avec Caroline Laurin-Beaucage.

Quatre événements gratuits: *Le Continental XL* de Sylvain Énard, l'exposition photos *La Porte du non-retour* de Philippe Ducros, l'installation robotique de Peter William Holden *SoleNoïd* où des souliers caquettes danseront d'eux-mêmes, et les performeurs dirigés par Willi Dorner, de Vienne, de *Bodies in Urban Spaces* qui seront des graffitis humains un peu partout en ville.

Le Devoir

www.fta.qc.ca

THÉÂTRE

Histoires de fond et de forme



MICHEL BÉLAÏR

Reims — C'est déjà le printemps ici! Et tout ce qui vient avec: les fleurs, les feuilles aux arbres (vous vous souvenez!), le soleil, les p'tits oiseaux... et le festival Méli'Môme qui propose aux enfants cette année plus de 25 spectacles en un peu moins de trois semaines. Comme à l'habitude, la présence québécoise se fait sentir partout ici de différentes façons: trois spectacles, quatre stagiaires à la formation en théâtre pour la petite enfance, une compagnie en résidence (Les Incomplètes figment un spectacle bébé qui sera créé aux Gros Becs à Québec), un texte québécois (*Alphonse* de Wajdi Mouawad) monté par une compagnie française et un diffuseur montréalais à la recherche de spectacles pour son festival. Pas mal, non...

Jusqu'ici, en un peu moins de trois jours, j'ai pu voir déjà huit spectacles marqués pour la plupart par l'audace qui est une des caractéristiques majeures de Méli'Môme, il faut bien le constater. Cette audace, elle se manifeste autant dans les thèmes que l'on propose aux enfants que dans la forme dans laquelle les spectacles viennent s'inscrire. *Les Ariels* de la compagnie Médiane de Strasbourg, le premier spectacle que j'ai vu vendredi dernier, en est un fort bon exemple. La production est une sorte de réflexion sur le souvenir; fondée sur les images, elle fait un peu penser au travail de Denis Marleau sur *Les Aveugles* de Maeterlinck. On y retrouve un personnage étrange monté sur des échasses et sur lequel sont aussi projetées des images tout comme sur une série d'écrans amovibles. Il y a là les fondements d'une démarche qui deviendra, on le devine, de plus en plus importante dans ce monde hypertechnologique qui est devenu le nôtre, et il est tout à fait pertinent que les enfants de cinq ans auxquels s'adresse le spectacle y soient déjà conviés.

Ce type d'exploration peut d'ailleurs prendre toutes les formes. Dans *Ha Dede*, par exemple, une production belgo-hongroise du Spiegel Theatre pour les petits dès un an, la forme frappe par sa simplicité: deux comédiens racontent, sans mots mais sur un fond sonore tiré d'une langue inventée tout en sons de gorge, la rencontre au-delà des différences d'une série de cubes et de boules. Le résultat n'a rien d'abstrait, bien au contraire: cela débouche plutôt sur une suite absolument irrésistible d'inventions brillantes et d'humour qui captive et fait rire les tout-petits dès la première minute. Un coup de cœur. Majeur.

Mais il s'en est déjà greffé quelques autres! Deux jusqu'ici pour être plus précis. D'abord *Holzklöpfen* (Copeaux de bois) de la compagnie allemande Helios Theatre qui s'adresse aux petits dès deux ans, un spectacle dont on vous a parlé depuis La Montagne magique de Bruxelles il y a un an. C'est toujours une petite merveille d'inventions et de sensibilisation où l'on décline toutes les «vies» du bois; le genre de spectacles que l'on voudrait voir circuler partout... Tout comme d'ailleurs ce très audacieux *Y es-tu?* de la Compagnie s'appelle reviens d'Alice Laloy dont on a pu voir chez nous *86 centimètres* à Petits bonheurs. Ici, on fait le pari (réussi!) de confronter les enfants de six ans à leurs peurs les plus intimes. Laissant de côté le type de recherches qui lui a valu un Molière il y a quelques années, Alice

Laloy explore maintenant de façon toute neuve le théâtre d'ombres. *Y es-tu?* fait ainsi surgir les figures les plus concrètes qui hantent tous les enfants du monde (loup, serpent, monstre, sorcière, ogre, éclairs et coups de tonnerre...) et désamorce brillamment le drame en misant tout simplement sur une petite spectatrice que l'on fait monter sur scène et qui intervient dans le spectacle à des moments très précis. Certains des parents se demandaient encore à la fin de la représentation si l'on peut se permettre de faire de telles choses au théâtre, mais les enfants eux n'ont jamais paniqué et semblaient même, au contraire, en demander plus encore!

Restent quatre productions que l'espace nous force à revoir en rafales. D'abord, *Une veillée singulière*, la plus récente création du Théâtre de cuisine de Christian Carrignon, une sorte de plongée dans le temps et la mémoire animée avec bonheur par deux comédiens et des centaines d'objets hétéroclites. Évoquons aussi *Rauums* de la compagnie Florschütz & Döhner, que l'on a vue ensemble au festival de Questembert l'automne dernier, un spectacle pour les enfants de deux ans sur la légèreté et la gravité qui continue à faire un tabac partout où il passe. *Le Train*, la coproduction Québec-Japon dont on vous a parlé depuis le festival Casteliers l'an dernier et qui a été plutôt bien accueillie ici. Et enfin *L'Homme cirque* du Suisse David Dimitri, une impressionnante performance de haute voltige qui tient plus du cirque traditionnel. Bref comme disait Ubu, tout le monde en a pris pour son rhume (qui est par ailleurs fort présent un peu partout ici).

Là-dessus, rendez-vous samedi dans notre cahier Culture pour la suite des découvertes.

En vrac

■ On a fait allusion, en début de chronique, aux stagiaires qui sont ici à Reims pour participer à la formation en théâtre pour la petite enfance, mais il faut aussi souligner la présence pour la première fois d'un autre groupe de stagiaires inscrits à la formation. Il s'agit de trois compatriotes francophones de l'extérieur du Québec qui sont ici grâce à l'aide du Conseil des arts du Canada. Il faut applaudir à cette heureuse initiative et souhaiter qu'elle porte ses fruits et se répète.

■ Jeudi, à 20h, la maison de la culture Frontenac propose une rare pièce de Romain Gary, *Gros Câlîn*. C'est l'histoire d'un statisticien qui, à défaut de tomber amoureux, s'éprend d'un python. C'est une production du Centre international de recherche et d'action artistique multimédia (CI-RAAM). C'est bien sûr Pascal Contamine qui se cache derrière tout cela; c'est lui qui joue et met en scène ce drame plein d'étreintes en tous genres. Le communiqué ne nous permet cependant pas de vous donner plus de précision sur le python. Comme à l'habitude, les laissez-passer sont gratuits et l'on peut déjà les prendre à la Maison de la culture. On se renseigne au ☎ 514 872-7882.

■ Puisqu'on en est aux choses un peu différentes, signalons en terminant la première à la Balustrade du Monument-National de *Méridith* de Marie-Christine Lavallée. On y raconte l'histoire d'une sorte d'antihéroïne un peu névrotique qui parvient à s'inventer et à vivre une «vie parfaite»... C'est une production du Théâtre le Tartare mise en scène par Jean-François Lapière et interprétée par Geneviève St-Louis. La pièce prendra l'affiche dès ce soir à 20h30 jusqu'au 16 avril. Par contre, on notera que les billets ne sont pas donnés et qu'il faut réserver à la billetterie du Monument-National au ☎ 514 871-2224.

Michel Bélaïr est à Reims à l'invitation de Méli'Môme.

EN BREF

Soirée-bénéfice à Circuit-Est

Le centre chorégraphique Circuit-Est donne ce soir sa *Soirée mouvementée*. La soirée-bénéfice, présidée par la comédienne Gylaine Tremblay, propose un coup

d'œil sur les activités de Circuit-Est: d'abord un extrait de classe de maître, guidée par la Belge Angélique Wilkie, suivi d'extraits de chorégraphie des membres de Circuit-Est. Louise Bédard, Emmanuel Jouthe, Danièle Desnoyers et Frédéric Gravel y montreront ainsi des extraits de

leur travail. La soirée a lieu à Circuit-Est même, et les billets se détaillent 125\$. Le centre chorégraphique accepte aussi tous les dons, et une subvention de contrepartie fait que pour tout don de 1\$ reçu avant le 31 mars 2011, Placements Culture verse à son tour 1,50\$. — *Le Devoir*

À LA TÉLÉVISION

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Le Téléjournal 18 h		30 vies	La Facture	Beautés désespérées / Le cœur des femmes		Louis-José Houde: Suivre la parade Partie 3 de 4		Le Téléjournal	22h45 Nouv. sports	23h05 Les lionnes / Yannick Nézet-Séguin / Marie Michaud.	0h05 Pour le plaisir	
TVA	TVA nouvelles	Le cercle	Les Gags	Le défi des champions	Dr House / Sauvez-moi		La promesse		TVA nouvelles	22h45 Denis Lévesque	23h45 Le match	0h25 CONTRE TOUT ESPOIR	
TQ	Kaboom! / Bye Vorax	Tactik	Tactik	Le code Chastenay	National Geographic		L'IMPORTANT C'EST D'AIMER	(1975) avec Fabio Testi, Jacques Dutronc, Romy Schneider.				La période de questions	
V	Atomes crochus	Un souper presque parfait	Remise à neuf	Veux-tu m'épouser?	ENIGME CRIMINELLE (2008) avec Jonathan Scarfe, Kristen Holden-Reid, Tricia Helfer.			Un gars le soir	Dumont		Atomes crochus	Call TV	
RDI	RDI monde	RDI économie	24 heures en 60 minutes		Les grands reportages	Le Téléjournal RDI			RDI économie	Le National	Le Téléjournal	23h45 Sports	24 heures
TV5	17h50 Champion	Journal FR	Orques de Crozet		Le pouvoir des mots	L'amour sans limites			ADN	22h45 Nouvo	TV5 le journal	23h35 NOTRE DAME DES B...	
D	Fallu plaisante		Les capitaines crochet / Duels		Agressions animales	Voyage d'enfer / Delhi			Experts en crime	Décore ta vie	Maître chez soi	Morts insolites	Morts insolites
VIE	ByeMaison	Idées-gardeur	Idées grandeur	Cuisinez Louis	Instinct survie	Des maisons d'occasion\$			Décore ta vie	Les Dudesons	Top Modèle	A louer	ROSE
MP	17h30 Palmars		L'univers M+	M.Net	Mon char	Punk'd: Stars			Room Raiders	Musicographie québécoise	Benezra reçoit	Fan Club	L'univers M+
MX	Génération 80		Benezra reçoit		Régime tempo	Dans le trouble	Famille parfaite	90210 Beverly Hills	Style Star	Reloqing Star	70	Le Steph show	Frank Girard
VRAK TV	Les frères Scott		Dix choses que	Grenade?	Johnny Test	LNH Hockey / Thrashers d'Atlanta c. Canadiens de Montréal (D)			TêtesCiaques	South Park	Le Steph show	Les Simpson	Cosmos
TTF	Les Simpson	Les zybrides	Hockey 360°		LNH Hockey / Thrashers d'Atlanta c. Canadiens de Montréal (D)				Pawn Stars	Absurde	Studio 12 / Robert Charlebois	Doc Partie 1 de 2	Hors d'ondes
RDS	Sports 30		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Washington Police	Mission Antares	Chasseurs de fantômes		Star Wars
HISTORIA	Nos commerçants		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Mission Antares				JAG
ARTV	Terre humaine		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Mission Antares				Rumeurs
SERIES+	Veronica Mars		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Mission Antares				Cinq soeurs
ZTELE	La porte des étoiles		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Mission Antares				Comment...fait
C. SAVOIR	Les réussites du Québec		Le tour du jardin	Rumeurs	C.S.I.: Miami / Quitte ou double	Banc d'essai	Comment...fait		Mission Antares				Recoller
EVASION	A quoi tu joues / Mongolie		Mordu de la pêche	Relief	18h20 LE PROTECTEUR TRAQUE (1993)	LES 2 FONT LA PERE (2009) John Travolta.	3-2-1 Action / 21h05 MECHANTE SOIREE		Montcalm...	Génération Y	Mini-EdPsych		Shanti Inde
TFO	64, rue du Zoo / Wonder Choux		Relief		18h20 LE PROTECTEUR TRAQUE (1993)	LES 2 FONT LA PERE (2009) John Travolta.	3-2-1 Action / 21h05 MECHANTE SOIREE		Embarquement immédiat	Australie	Soleil tout inclus / Cozumel		Volt
Cinepop	18h20 LE PROTECTEUR TRAQUE (1993)				18h20 LE PROTECTEUR TRAQUE (1993)	LES 2 FONT LA PERE (2009) John Travolta.	3-2-1 Action / 21h05 MECHANTE SOIREE		Arrêt court	Chauves-souris			Cinéma
Sécran	17h45 LEGION (2010) Paul Bettany.		LES 2 FONT LA PERE (2009) John Travolta.		LES 2 FONT LA PERE (2009) John Travolta.				22h15 3H10 POUR YUMA (1957) avec Van Heflin, Glenn Ford.	22h35 Cinéjour / 22h50 GRANDES PERSONNES (2010)			
Planète	Parlez-moi d'Hanoi		Horizons	Arbre pour la vie	Le Confidant				Routes mythiques	Barbe Noire	Albert Londres		Gianni Versace
VOX	Premières	Mise à jour	Mélez-vous de vos affaires!	Le Confidant					Juste pour rire / Les auditions	Le Confidant			Mémoire P
CBC	17h00 CBC News	Coronation St.	Wheel Fortune	Jeopardy!	Rick Mercer	InSecurity			CBC News: The National	22h55 CBCNews	23h40 Ron J.		Ghost
CTV (Mont.)	News	eTalk	Big Bang	Dancing With the Stars	Dancing With the Stars	Glee / Special Education			Law & Order: S.V.U. / Mask	News	Comeback		0h05 Daily Sh.
GBL	News	Designer Guys	E.T. Canada	Ent. Tonight	The Agenda with Steve Paikin	Dancing With the Stars			The Good Wife / Killer Song	News	Ent. Tonight		Time Team
TVO	DinoDan	Wild Kratts	Can. Rivers	Can. Parks	The Office	Ent. Tonight			The Story of India	News	Jimmy Kimmel		
ABC	Smarter Than	World News	ABC 22 Local	Evening News	Jeopardy!	2 1/2 Men			Body of Proof / Pilot	News	23h35 News		
CBS	Smarter Than	World News	ABC 22 Local	Evening News	Jeopardy!	2 1/2 Men			The Good Wife / Killer Song	News	23h35 David Letterman		
NBC	News	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	2 1/2 Men				Parenthood / Take the Leap	News	23h35 Tonight Show J. Leno		
FOX	The Simpsons	Met-Mother	2 1/2 Men	Outdoor J.	Secrets of the Dead	Rustic Living	Roadshow		Fox 44 News	Business	Entourage		Enthusiasm
PBS (33)	Journal	Outdoor J.			Secrets of the Dead				Illicit: The Dark Trade	News	Charlie Rose		
PBS (57)	News	Business	PBS NewsHour		Secrets of the Dead				Frontline	News	Charlie Rose		
CTV (Com.)	News	Business	PBS NewsHour		Secrets of the Dead				Law & Order: S.V.U. / Mask	News	CTV News		0h05 Daily Sh.
A&E	The First 48 / Blackout		The First 48		The First 48				The First 48				The First 48
BRAVO	Criminal Minds		Da Vinci's Inquest		At the Concert Hall				Nelson & Marsalis	Garrett Mason	Criminal Minds		Law & Order
DISCOVERY	Cash Cab	How It's Made	Daily Planet		How It's Made / How It's Made				Hogs Gone Wild / A Feral Fight	American Pickers	Daily Planet		Hogs Wild
HISTORY	Cities of the Underworld		Weird or What?		Rodeo				Pawn Stars	Pawn Stars	Rodeo		Cities
SHOWCASE	Silent Witness Partie 2 de 2		DESPERATE HOURS (1990) Mickey Rourke.		Oil Change / Deadline				Burn Notice / Bad Breaks	NCIS / Jettag / Dina Meyer			NCIS
TSN	SportsCentre		That's Hockey	Interruption	NHL Pre-game / LNH Hockey / Kings de Los Angeles c. Oilers d'Edmonton (D)				NHL Pre-game / LNH Hockey / Kings de Los Angeles c. Oilers d'Edmonton (D)				SportsCentre

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Amélie Gaudreau

LA FACTURE

Il ne reste que quelques jours aux propriétaires d'immeubles pour remettre à leurs locataires l'avis d'augmentation de loyer. Vous achetez un condo et un locataire y réside. À ceux dont l'augmentation trop juteuse donnerait des envies d'acquiescer un condo, ce reportage explique qu'il n'est pas toujours possible d'habiter sa nouvelle demeure si elle est déjà louée... *Radio-Canada, 19h30*

LE POUVOIR DES MOTS

Les prochaines semaines nous permettront d'apprécier (1) les qualités oratoires et la rhétorique des politiciens fédéraux, qui tenteront ainsi de nous convaincre de voter de leur «bord». Certains d'entre eux auraient peut-être intérêt à jeter un coup d'œil à ce documentaire qui, comme son titre l'indique, traite de la puissance évocatrice de certains discours «historiques», des personnalités qui les ont livrés et des rédacteurs qui en sont les auteurs. *TV5, 20h*

STUDIO 12

Ce dernier cabaret de la saison met en vedette Garou 1^{er}, en compagnie des ardents Charbonniers de l'enfer, qui font cette semaine leur rentrée montréalaise pour *Nouvelles fréquentations*, un album composé de reprises de chansons populaires. *Artv, 23h30*

CULTURE

Le gigantesque Musée Soumaya ouvre ses portes à Mexico

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Le milliardaire Carlos Slim, considéré par le magazine *Forbes* comme l'homme le plus riche de la planète avec ses 53,5 milliards de dollars, ouvre à Mexico un musée privé.

Le nouveau musée accueille officiellement le public à compter d'aujourd'hui, au cœur d'une structure architecturale audacieuse constituée d'une suite de plaques hexagonales qui forment une haute tour baroque aux allures d'un réacteur nucléaire évasé. Chacun de ces hexagones a été fabriqué à la main et reflète parfaitement la lumière du soleil. Le musée est l'œuvre de Fernando Romero, un architecte né en 1971 qui est aussi l'époux d'une des filles du milliardaire.

La construction de l'ensemble, situé à Polanco, un ancien centre industriel au nord de la ville de Mexico, a coûté 800 millions de dollars américains. Les différentes salles présentent près de 70 000 pièces d'art, dont une vaste collection d'objets latino-américains. Depuis les origines autochtones du Mexique en passant par l'art colonial jusqu'au travail des célèbres peintres et muralistes Siqueiros et Rivera, l'ensemble propose aux visiteurs un vaste panorama culturel qui soutient les avancées d'artistes actuels comme Gabriel Orozco, célébré ces jours-ci aussi bien à New York qu'à Londres. Les zones d'expositions sont réparties sur six étages.

Le Musée Soumaya compte en plus sur un important ensemble d'œuvres européennes et américaines du XV^e au XX^e siècle. On y trouve des



Le musée en lui-même est inspiré des œuvres de Rodin. La zone d'exposition, de 6000 m², est répartie sur six étages. La façade, couverte par 17 000 hexagones, reflète la lumière du soleil.

OMAR TORRES AGENCE FRANCE-PRESSE

œuvres des écoles italiennes, françaises, allemandes et espagnoles. Le musée expose notamment des peintures de Dali, Vinci, Rubens, Renoir, Cézanne, Matisse, Monet, Van Dyck, Murillo et Picasso. Le musée présente notamment la plus grande collection d'œuvres du sculpteur Auguste Rodin hors de France ainsi que des pièces de son élève Camille Claudel.

Le président du Mexique, Felipe Calderon, présent lors de la cérémonie d'ouverture,

s'est dit heureux de voir les artistes mexicains présentés en compagnie des vieux maîtres européens.

L'entrée du musée, ouvert sept jours sur sept, est gratuite. Le bâtiment est intégré, il faut le dire, dans un très imposant complexe commercial qui comprend des boutiques, une bibliothèque, une salle de théâtre d'une capacité de 1500 places, un hôtel cinq étoiles, des bureaux et une tour de condominiums.

À elles seules, les entreprises

de Carlos Slim comptent pour plus de 5 % du PIB du Mexique. Âgé de 71 ans, rescapé d'une opération cardiaque, le milliardaire envisage son musée comme une sorte de testament et un hommage à sa femme Soumaya, décédée il y a quelques années. Au Mexique, Carlos Slim est notamment propriétaire de Telmex, entreprise qui possède le quasi-monopole des communications au pays.

Le Devoir

Le Journal de Montréal: le protocole de retour au travail accepté à 85,5 %

La réintégration des syndiqués se fera en avril

STÉPHANE BAILLARGEON

Le protocole de retour au travail au *Journal de Montréal* a été adopté hier. Les premiers lockoutés, les employés de bureau, rentreront en fonction mardi prochain. La rédaction suivra une semaine plus tard, le 11 avril.

Le retour au travail marquera la fin du plus long conflit ayant touché une salle de rédaction dans l'histoire du pays. Le lockout a été décidé le 24 janvier 2009.

Les syndiqués étaient 253 au déclenchement des hostilités. Ils seront 62 à rentrer au poste, dont 42 dans la salle de rédaction, comprenant 24 journalistes.

Ceux qui quittent *Le Journal de Montréal* se partageront une somme de 20 millions. Le montant versé à chacun dépend de l'ancienneté et du statut d'emploi.

Les membres du Syndicat des travailleurs du *Journal de Montréal* ont accepté à 85,5 % le protocole de retour au travail. Ce document s'appuie sur une entente de principe négociée devant un médiateur et adoptée à la fin du mois dernier par un vote de 64,1 %.

Environ 200 personnes ont participé hier après-midi à l'assemblée générale dans un hôtel de Montréal. La rencontre a duré plusieurs heures. Malgré le pourcentage d'acceptation élevé, les applaudissements ont été plutôt réservés, laissant encore poindre la résignation de la plupart des syndiqués présents.

«L'ambiance était tranquille, explique au *Devoir* Raynald

Leblanc, président du syndicat. *«Ca s'est bien passé. Ca risque d'être notre dernière assemblée générale avec tout le monde. Après, ceux qui seront de retour au travail ne pourront peut-être plus participer à une assemblée générale.»*

L'accord fait table rase de tous les griefs et des poursuites judiciaires. Il élimine aussi les congédiements et les mesures disciplinaires décrétés pendant le lockout.

Il est cependant trop tôt pour savoir qui partira et qui restera. Les employés poursuivent l'examen de leurs options avec des actuaires. Le président Leblanc ajoute qu'il est même trop tôt pour dire, comme le pensent certains membres, que les 24 postes de journalistes ne seront pas pourvus par les lockoutés.

La reprise du travail se fera rue Wellington, dans le Vieux-Montréal. La fermeture consécutive de la salle du 4545, rue Frontenac marquera d'une autre manière symbolique forte la fin d'une époque.

Le protocole laisse aussi le champ libre à *Rue Frontenac*, le média syndical créé comme moyen de pression et de profession. La survie du site et de son dérivé hebdomadaire imprimé n'est toutefois pas assurée à long terme, dans le contexte actuel. Il se pourrait aussi que, dans ce cas, il y ait davantage de journalistes désireux de travailler à *Rue Frontenac* que de postes disponibles.

Le Devoir
Avec *La Presse canadienne*

Des films du monde

Du lundi au samedi 21 h



Harragas

Vous n'avez pas TFO?

Demandez-le à votre télédistributeur ou contactez-nous au **1 800.387.8435**



GroupeMédia
web | télé